

fenêtres s/ cours

18 janvier 2018 / Numéro 443

Le journal du SNUipp-FSU

Les effectifs, ça compte



actu
Le ministre
avance seul

décryptage
Enquête
PIRLS

l'interview
Aldebert
"Enfantillages"

Des idées créatives pour financer vos projets scolaires !



LES DESSINS DES ENFANTS SUR OBJET

Pour faire chavirer le cœur des parents !



LE LIVRE DE RECETTES

Projet collaboratif et ludique par excellence !



NOUVEAU !

LE LIVRE PHOTOS

Souvenir indispensable
des activités de l'année scolaire !



LES CARNETS D'ÉTIQUETTES

Pour ne rien égarer en sortie !
Vous rendrez service aux parents.

**KIT
GRATUIT**

**REPRISE
TOTALE
DES INVENDUS**

**MÊME
PRIX
TOUTE L'ANNÉE**

**LIVRAISON
RAPIDE**

**BÉNÉFICES
ASSURÉS**



dossier

Les effectifs, ça compte

Moins d'élèves par classe pour réduire les inégalités scolaires / 16 Petites classes : un plus ; Nice : faire avec en maternelle / 18 Guidel : tout est plus compliqué / 19 « L'influence est d'autant plus forte que les enfants sont jeunes »

5
l'enfant
3 millions d'enfants pauvres

6
actu
Le ministre avance tout seul / 9 Dotations académiques : pas assez de postes à répartir / 9 Trois questions : la laïcité en débat



22 métier&pratiques

Décryptage : enquête PIRLS / 26 Reportage : parcours santé à Woippy / 28 Portrait d'un maître+ / 29 Questions-Réponses / 29 Lu dans le BO

30
lire/sortir!
Les émotions dans les livres

34
interview
Aldebert : les premières chansons d'« Enfantillages »

32 société Migrants : le gouvernement s'enferme

Deux circulaires suscitent la colère des associations.



sommaire 3

editorial

La bonne année attitude

Une nouvelle année commence. Pour elle, Fenêtres sur cours s'habille de neuf, nouveau format, nouvelle conception sans en rabattre sur l'actualité syndicale et nos revendications. Dans ce numéro, on parle effectifs, parce que trop c'est trop ! Abaisser les effectifs en éducation prioritaire c'est bien, mais le faire aux dépens des « maîtres en plus »



ON NE PEUT PAS RÉPONDRE AUX MUTATIONS DE L'ÉCOLE D'AUJOURD'HUI AVEC PLUS DE 25 ÉLÈVES PAR CLASSE

ou de toutes les autres classes qui ont aussi des élèves fragiles, du remplacement ou des RASÉD, c'est nettement moins bien ! On ne peut pas répondre aux mutations de l'école d'aujourd'hui avec plus de 25 élèves par classe.

En 2018, on pourrait bien nous trouver la formule magique, un peu de neurosciences par-là, un neuro psychiatre par-ci, et hop ! Mais nos élèves ne sont pas issus des laboratoires et si l'apport des sciences cognitives n'est pas à négliger, c'est l'articulation entre la recherche, le terrain et des politiques éducatives ambitieuses qui permettra la réussite de tous nos élèves, comme nous l'avons rappelé avec 56 chercheurs.

Que cette année nous garde en bonne santé car qui est malade, est puni avec le jour de carence. Une des raisons pour lesquelles le SNUipp-FSU va vous entraîner dans une campagne pour réclamer une vraie médecine de prévention. Bref, une année qui ne manquera pas de rythme et qui nous demandera de ne pas baisser les bras.

Je vous souhaite une bonne année attitude qui conjuguera nos forces, nos énergies, pour faire ensemble de la place à nos rêves.

FRANCETTE POPINEAU



FENÊTRES SUR COURS DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Régis Metzger

RÉDACTION : Francis Barbe, Laurent Bernardi, Mathilde Blanchard,

Laurence Gaiffe, Pierre Magnetto, Arnaud Malaisé, Philippe Miquel, Jacques Mucchielli, Francette Popineau,

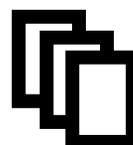
Virginie Solunto **CONCEPTION-RÉALISATION** : NAJA www.naja.paris/ / éditoriale : NAJApreste, graphique :

Susanna Shannon pour NAJA **IMPRESSION** : SIEP Bois-le-Roi **RÉGIE PUBLICITÉ** : Mistral Media, 12 rue

Lafayette 75015 Paris, Tél. : 01 40 02 99 00 **PRIX DU NUMÉRO** : 1 euro **ABONNEMENT** : 23 euros

ISSN 1241 0497 / CPPAP 0420 S 07284. Adhérent du syndicat de la presse sociale

Joint à ce numéro, un flyer Université de printemps adressé aux enseignants des académies de Lyon et Grenoble.





SE SYNDIQUER ?

UNE VRAIE BONNE IDÉE

- ▶ Parce que le SNUipp-FSU a été attentif à votre situation, vous a donné une info, un conseil, et que d'autres en auront besoin demain.
- ▶ Parce qu'on fait confiance aux représentants du SNUipp-FSU.
- ▶ Parce qu'on a envie de pouvoir bien faire son travail, d'être respecté en tant que professionnel.
- ▶ Pour changer l'école et la société.
- ▶ Pour partager des valeurs et des solidarités.
- ▶ Pour trouver à plusieurs les solutions qui manquent à l'école.
- ▶ Parce qu'on est plus intelligents ensemble.

SE SYNDIQUER, C'EST
UTILE

<https://adherer.snuipp.fr>

66% de la cotisation sont remboursés sous forme de crédit d'impôt.



Le SNUipp-FSU
vous présente
ses meilleurs vœux pour

2018,

vœux d'espoirs et de combats
pour l'école dont les enfants
ont besoin.

Francette Popineau,
Régis Metzger et Arnaud Malaisé

*Co-secrétaires généraux
du SNUipp-FSU*



Trois millions d'enfants pauvres

À l'occasion de la « Journée mondiale du refus de la misère » d'octobre dernier, Emmanuel Macron a annoncé une nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté des enfants. Car la situation en France est effectivement inquiétante quand trois millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté... soit un enfant sur cinq. Avec ce « score », la France se situe dans une peu enviable moyenne des

pays riches relevée par l'UNICEF dans un bilan publié en juin. La France est à la 15^e position concernant l'objectif 1 que l'organisation s'est fixé : mettre fin à la pauvreté des enfants, l'une des causes premières de déscolarisation.

UN PLAN DE PLUS ?

Le plan pluriannuel 2015-2017 de lutte contre la pauvreté du précédent gouvernement, dont l'un

des axes était la scolarisation à deux ans, n'a pas apporté de gros progrès. Olivier Noblecourt, récemment

nommé délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la

pauvreté des enfants et des jeunes, a expliqué vouloir aller « plus loin » et étudier les moyens d'éradiquer ce phénomène. Dans un premier temps, une concertation de six mois

UN NOUVEAU PLAN AUX CONTOURS INCERTAINS

sera organisé avec les acteurs de terrain et un espace internet dédié pour permettre à tous les citoyens de participer à la réflexion. Le Président l'a annoncé, la prévention et l'éducation seront des axes importants de cette lutte. Le plan promeut par exemple le développement de solutions de garde collective et l'accueil en crèche des enfants des familles défavorisées.

UNE APPROCHE GLOBALE

Le milieu social et les conditions de vie affectent les résultats scolaires et la difficulté du système éducatif français à corriger cette tendance, doit être au cœur des réponses à trouver pour l'école. Comme le souligne Louis Maurin de l'Observatoire des inégalités : « Il n'y a pas d'enfants pauvres, il n'y a que des enfants de parents pauvres » et c'est bien une politique globale de lutte contre la pauvreté qui doit être menée. Quelques pistes ont été évoquées par la ministre Agnès Buzyn, comme la lutte contre le non-recours aux aides sociales ou l'accompagnement des jeunes adultes issus de l'aide sociale ou sortant du système scolaire sans formation ni diplôme. Mais avec quels moyens ? Pour l'instant, les mesures d'urgence pour lutter contre les drames de la grande pauvreté dont les enfants sont aussi les victimes en ce début d'hiver n'ont pas été au rendez-vous.

VIRGINE SOLUNTO



© Camille Millierand/NAJA

LA LOI ÉGALITÉ ET CITOYENNETÉ de janvier 2017 qui garantit l'accès à la cantine pour tous les enfants scolarisés a bien du mal à être appliquée.

Le ministre avance tout seul

Avec l'installation d'un conseil scientifique et l'organisation en mars d'« assises de la maternelle », le ministre dévoile peu à peu son jeu mais laisse toujours de côté les enseignantes et les enseignants.

Neuf mois après l'entrée en fonction de Jean-Michel Blanquer à l'Éducation nationale, les enseignants ont peu de motifs de satisfaction au vu des premières mesures et de l'empilement des déclarations d'un ministre dont la politique éducative avance masquée et dont le principal objectif semble être de conquérir l'opinion publique. La montagne n'a accouché pour l'instant que d'un petit rongeur : chorale le jour de la rentrée, décret signé à la hâte pour permettre le retour à quatre jours et possibilité de recourir au redoublement, mise en place des CP à 12 dans les REP+. Des dispositions loin d'être à la hauteur des enjeux éducatifs au moment où les évaluations internationales pointent à nouveau les difficultés du système éducatif français

(voir p. 22-23), où les conditions de travail des enseignants se durcissent, où la priorité au primaire est en panne avec des inégalités sociales que l'école est impuissante à combattre seule... Le ministre veut se donner l'image de la modernité en s'appuyant sur les neurosciences et « *en même temps* » multiplie les appels du pied médiatiques aux milieux conservateurs en évoquant le retour aux fondamentaux, la dictée quotidienne, la promotion des méthodes et des manuels qui « *marchent* »...

L'INSTALLATION D'UN CONSEIL SCIENTIFIQUE

C'est dans cet esprit que vient d'être installé le 10 janvier dernier, un conseil scientifique dirigé par le neuro-biolo-



LA MATERNELLE DANS LE VISEUR. Le ministre confie une mission à Boris Cyrulnik.

giste Stanislas Dehaenne censé montrer le bon chemin pédagogique à des enseignants forcément perdus. Même objectif avec l'organisation d'« Assises de la maternelle » et la création d'une mission confiée à Boris Cyrulnik avec pour objectif de faire de la maternelle « l'école de l'épanouissement et du langage ». Pas question de remettre en cause les compétences du neuropsychiatre mais il est loin d'être un spécialiste des apprentissages. Sa nomination sonne à nouveau comme un désaveu des chercheurs en sciences de l'éducation et les enseignants. Ces derniers sont les grands oubliés des neuf premiers mois de J.M. Blanquer comme le souligne Dominique Bucheton (voir ci-contre). Comme l'ensemble des fonctionnaires, ils subissent

le report des mesures PPCR, le gel du point d'indice. Côté métier, toujours rien sur la formation, sur l'accompagnement pédagogique... Celles et ceux qui font l'école tous les jours cherchent désespérément le soutien de leur ministre. Les opérations de carte scolaire qui s'enclenchent dans la période en constituent une nouvelle illustration (voir p. 9). Les créations de postes ne permettront même pas de financer la « mesure-phare » des CP à 12 et les comités techniques départementaux vont devoir à nouveau gérer la pénurie et se résoudre à des redéploiements. Dans ce contexte tendu, l'action des élus du SNUipp-FSU sera essentielle tout comme la campagne lancée par le syndicat : « Pas plus de 25 élèves par classe ! ». PHILIPPE MIQUEL



© Camille Millerand/NAJA, Mira/NAJA

opinion

DOMINIQUE BUCHETON, PROFESSEURE DES UNIVERSITÉS À MONTPELLIER.

Comment s'y prend le ministre ?

Première stratégie : un discours populiste où



abondent les contre-vérités. Un exemple : les évaluations en lecture sont mauvaises ? La faute aux méthodes de

lecture qui ne travaillent plus la syllabe en CP ! Donc aux enseignants et aux pédagogues ! Fake news : 87 % des enfants qui sortent de CP maîtrisent le principe alphabétique et même commencent à acquérir pour 28 % d'entre eux les premières règles d'orthographe. L'autre stratégie : diviser, déstabiliser les enseignants. Il s'agit, pas à pas, de démolir les réformes de 2015 qui ont pourtant force de loi. Par exemple, l'oubli fâcheux de la notion de cycle, la fausse querelle sur le redoublement, les critiques sur l'école maternelle. On comprend mieux pourquoi les termes « formation », « accompagnement des enseignants » sont absents du discours du ministre. Il suffit de préconiser d'en haut les bonnes pratiques, de donner une journée ou deux aux enseignants pour apprendre à se servir de ces « outils » et roule carrosse. Les enseignants deviennent des techniciens de surface qu'on évaluera à l'aune de la réussite de la bonne application du protocole. Quel mépris pour l'institution, quel mépris pour les enseignants. On est tombé bien bas. »

Salaires... encore un effort

Les syndicats de la Fonction publique, dont la FSU, le demandaient, le secrétaire d'État Olivier Dussopt ne l'a pas exclu le 9 janvier: le rendez-vous salarial prévu en octobre 2018 pourrait être avancé. Ce léger bougé répond au courrier de huit des neuf organisations syndicales représentatives envoyé le 15 décembre à Bercy. Elles réclamaient en effet une ouverture rapide des discussions autour d'une augmentation réelle des salaires pour tous les agents après les coups

portés tels le gel du point d'indice, le rétablissement de la journée de carence ou encore l'augmentation de la CSG. Les

fédérations se retrouvent le 22 janvier et la FSU porte une mobilisation pour le début du printemps. L.G.



Lot-et-Garonne. Pour une éducation prioritaire

À Agen, le SNUipp-FSU et les équipes de quatre écoles situées dans le quartier défavorisé de Montanou continuent de demander leur classement en REP bien que n'étant plus rattachées à un collège lui-même en éducation prioritaire. À l'appui de leur demande, les enseignantes de ces écoles dites « orphelines » et les représentants du syndicat ont constitué un volumineux argumentaire brossant le tableau précis

d'une situation difficile. Taux comparés de pauvreté des familles, nombre d'enfants allophones, statistiques des résultats scolaires, des prises en charge Rased, des remontées d'incidents, de l'absentéisme... Le dossier est solide, reste maintenant à convaincre les pouvoirs publics du bien-fondé de la démarche et les entrevues s'enchaînent. La municipalité, tout comme

le Conseil départemental semblent convaincus et apportent leur soutien. Autre son de cloche en revanche du côté du Dasen pour qui la rediscussion de la carte de l'éducation prioritaire n'est pas à l'agenda. « *Nous avons joué jusqu'ici la carte de la concertation* », prévient Sandrine Tastayre du SNUipp. « *Notre demande est justifiée et si elle n'est pas entendue, nous irons plus loin.* » F.B.

LA CARTE SCOLAIRE AU MENU.

La répartition des dotations académiques dans les départements sera arrêtée courant janvier. Avec elle, débutent les opérations de carte scolaire qui risquent de se révéler particulièrement tendues au vu d'un nombre de créations de postes qui ne peut répondre à la mesure de dédoublement et aux besoins de l'école (voir ci-contre). Le SNUipp-FSU et ses élus se tiennent prêts, dans chaque département, à défendre l'ensemble des écoles, notamment celles menacées par des fermetures de classes ou qui demandent des ouvertures. Pour cela, tous les éléments quantitatifs et qualitatifs leur serviront à argumenter dans les instances de concertation. Le syndicat se mobilise donc pour recenser les informations issues du terrain : déplacements dans les écoles, mails, permanences téléphoniques et un site internet dédié (e-carte scolaire). Il invite dès à présent enseignantes et enseignants à se saisir de ces outils pour défendre avec efficacité la situation de chaque école et le nécessaire abaissement des effectifs. **RUBRIQUE ACTUALITÉ/MÉTIER/ÉCOLE**

Grève à la Réunion

L'intersyndicale du 1^{er} degré, dont le SNUipp-FSU de la Réunion, a déposé un préavis de grève pour le 29 janvier, jour de la rentrée dans l'île, pour protester contre la suppression des emplois d'aide à la direction

d'école. Une situation particulièrement difficile dans un département où les écoles ont la taille d'un mini collège mais sans les personnels administratifs qui vont avec. F.B.

Marseille : les écoles délabrées au calendrier

Le « plan Marshall » d'un milliard d'euros annoncé par le maire de Marseille pour la rénovation de 31 écoles sur les 441 que compte la ville ne convainc pas. Outre les inquiétudes liées à son coût du fait du partenariat public-privé engagé, les parents

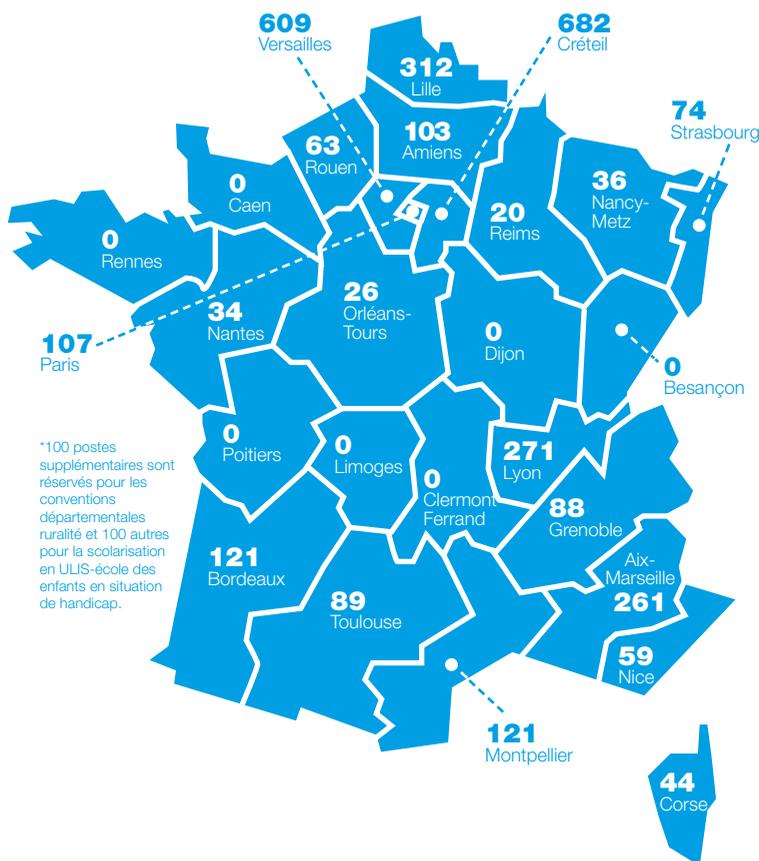
d'élèves s'insurgent contre l'état de délabrement de l'ensemble du parc faute d'entretien régulier. Ils ont réalisé un calendrier adressé aux élus qui présente mois par mois la vétusté d'une d'entre elles, située dans les quartiers nord. F.B.

Dotations académiques

La répartition académie par académie des 3 880 postes créés pour la rentrée 2018 a été arrêtée. Modulée en fonction du nombre de CP à doubler en REP et de CE1 en REP+, la dotation ne permettra pas de remplir cet objectif qui à lui seul demanderait près de 6 400 postes. Il faudra donc fermer ailleurs, avec dans le viseur, les moyens de remplacement, le « plus

de maîtres », les Rased, et les postes classe. Ce qui dans bien des endroits aura pour conséquence une nouvelle dégradation des conditions d'enseignement, résultat d'un budget 2018 et de choix ministériels qui ne répondent pas aux besoins de l'école. Dès lors, et un peu partout en France, grèves et manifestations sont à l'ordre du jour sur la carte scolaire. F.B.

TROP PEU DE POSTES À RÉPARTIR



*100 postes supplémentaires sont réservés pour les conventions départementales ruralité et 100 autres pour la scolarisation en ULIS-école des enfants en situation de handicap.



LA LAÏCITÉ EN DÉBAT

Jean-Paul Delahaye, vice-président de la Ligue de l'enseignement en charge de la question laïque

1. TROIS ANS APRÈS CHARLIE, QUELLES QUESTIONS SE POSENT AUJOURD'HUI ?

Aucun continent n'est épargné. En France, la tuerie de janvier 2015 a été suivie de plusieurs autres. Nos valeurs et la laïcité sont attaquées. Notre pays est resté uni et les assassins ne briseront pas notre démocratie. Mais pour promouvoir la laïcité il faut éviter qu'elle ne soit instrumentalisée pour exploiter les crispations, pour masquer un combat contre les religions ou un racisme inavoué, ou sauvegarder une identité fantasmée et réactionnaire de la France. Et la question laïque ne doit pas être agitée pour faire diversion, pour éviter de poser la question sociale. Nous avons besoin d'une pédagogie de la laïcité, la Ligue de l'enseignement compte bien y prendre toute sa part.

2. QUEL PEUT-ÊTRE LE RÔLE DU COMITÉ DES SAGES MIS EN PLACE PAR LE MINISTRE ?

Un nouvel élan a été donné depuis plusieurs années avec la Charte de la laïcité à l'École en

2013, les nouveaux programmes de 2015 et un enseignement moral et civique mis en œuvre de l'école au lycée. De multiples formations ont été et sont organisées depuis 2015 et des référents laïcité sont actifs dans les académies. Le « Comité des sages » peut donc renforcer les aides concrètes dont les enseignants ont besoin mais on attend bien sûr de connaître ses attributions officielles.

3. QUELLES SONT LES QUESTIONS SENSIBLES POUR L'ÉCOLE ?

Toutes les questions sont sensibles à l'école primaire car c'est là que tout commence et que l'élève apprend les règles de vie fondées sur des valeurs essentielles, comme par exemple la liberté de conscience ou l'égalité entre les individus. C'est à l'école que le futur citoyen s'instruit et que les personnalités se forment. N'oublions pas que l'acte fondateur de la laïcité en 1882 est précisément la séparation à l'école primaire des programmes scolaires de l'enseignement religieux. C'est à l'école que l'on commence à apprendre, je cite Jules Ferry, à distinguer les « croyances, qui sont personnelles, libres et variables, et les connaissances, qui sont communes et indispensables à tous ». C'est un travail particulièrement délicat et il faut tout le professionnalisme des enseignants pour y parvenir. PROPOS RECUEILLIS PAR F.B.

Rythmes : dans le Doubs, le débat dure

Coup de projecteur sur la question des rythmes scolaires, à Besançon comme dans les zones rurales du département.

« *Un laboratoire social et démocratique* ». Le maire de Besançon, Jean-Louis Fousseret n'est pas peu fier de la consultation qu'il a organisée sur les rythmes scolaires. Le 10 décembre, la population bisontine était conviée dans 36 bureaux de vote de la ville pour exprimer ses préférences sur l'organisation de la semaine scolaire. Résultat : 57 % pour le retour à 4 jours et 43 % pour le maintien à 4 jours et demi. Un verdict à apprécier au regard d'une participation limitée. La municipalité, forte d'un vote des conseils d'école largement en faveur des quatre jours y voit néanmoins un point d'appui suffisant pour étayer la décision du conseil municipal qui devra in fine être validée par l'inspecteur d'académie. « *Il y a convergence entre les souhaits des usagers et le vote démocratique des Bisontines et des Bisontins* », se satisfait Yves-Michel Dahoui, l'adjoint en charge des affaires scolaires.

MAJORITAIRE MAIS PAS UNANIME

Tous les acteurs éducatifs ne sont pas si enthousiastes. Sur un dossier délicat qui ne fait pas toujours l'unanimité dans les salles des maîtres, le SNUipp-FSU du 25 refuse de prendre une position tranchée. Pour Karine Laurent, la co-secrétaire départementale, « *les enseignants qui préfèrent une organisation sur quatre journées car leurs conditions de vie*

s'en trouveraient améliorées ont certainement raison, tout comme celles et ceux qui préfèrent une pause en milieu de semaine avec des journées de 5 heures 15 et donc aller en classe le samedi matin, tout autant que celles et ceux qui souhaitent préserver leurs week-ends et ceux de leurs élèves mais préfèrent des journées assez courtes donc... aller en classe le mercredi ! » La présidente de la FCPE du Doubs, Bénédicte Bonnet est sévère avec la municipalité : « *ce n'est pas d'une consultation dont les acteurs ont besoin mais d'un accompagnement et d'une réflexion de fond centrée sur les besoins des enfants. L'absence de débat préalable dans les quartiers et les conseils d'école conduit les parents à invoquer des arguments pas très solides* ».

Pour les enseignants touchés dans leurs conditions de travail, la préférence va aux quatre jours. Avec des avis qui peuvent diverger selon les lieux d'exercice. Ainsi, Amandine Clerc, directrice de la petite école primaire des Sapins dans un quartier défavorisé de Besançon. « *Avec nos élèves, c'est difficile d'avoir un temps d'apprentissage l'après-midi* », relève-t-elle « *et la cinquième matinée de classe est vraiment un plus* ». Amandine souligne l'intérêt des activités périscolaires pour des enfants dont l'environnement culturel reste limité. À une courte majorité, son conseil d'école vient d'opter pour le maintien d'une organisation à quatre jours et demi qui a peu de chances de perdurer l'an prochain.

À BAUME-LES-DAMES : les 21 écoles de la communauté de communes ont choisi de revenir à quatre jours à la prochaine rentrée.



en bref

LES ÉCOLES DU DOUBS VERS LES QUATRE JOURS.

À la rentrée 2017, seulement 116 écoles sur 456 sont repassées à une organisation sur 4 jours soit une centaine de communes sur les 254 qui ont une école. Pour la rentrée prochaine, l'immense majorité des conseils d'écoles et des maires formulent une demande de dérogation pour un retour à 4 jours. En particulier les trois plus grosses villes : Besançon, Montbéliard et Pontarlier. Dans l'attente du positionnement du DASEN, il semble bien que l'organisation sur 4 jours et demi sera marginale à la rentrée prochaine.

LE POIDS DES KILOMÈTRES.

Le Doubs compte deux grosses agglomérations, Besançon et Montbéliard qui dépassent les 100 000 habitants, distantes de 80 km. Le reste du département présente un profil rural avec des zones de moyenne montagne aux conditions de déplacement difficiles en hiver. De nombreux enseignants, débuts de carrière et titulaires remplaçants notamment, sont donc amenés à effectuer des déplacements importants et parfois compliqués pour rejoindre leur poste. Une situation qui joue sur la préférence affichée pour travailler quatre jours par semaine.

LA POSSIBILITÉ DES QUATRE JOURS.

Le décret du 28 juin dernier offre la possibilité d'un retour à quatre jours en dérogeant au décret « Peillon » qui cadrerait la semaine avec neuf demi-journées s'organisant obligatoirement avec cinq matinées. Les modalités de modification de l'organisation de la semaine restent identiques et reposent sur une proposition conjointe d'une commune (ou d'un EPCI) et d'un ou plusieurs conseils d'école qui doit être adressée au DASEN. C'est ce dernier qui autorise ou non la modification.

l'école maternelle du Centre ont un peu le sentiment de jouer au yoyo. « *Au début, on faisait trois heures d'activités périscolaires dont une heure supplémentaire. Depuis, on est passés à trois heures à prendre sur notre temps de travail alors qu'on a toujours les mêmes missions pour le ménage et la préparation des activités de classe. On n'a jamais été formées et on prend en charge les enfants à un moment où ils sont fatigués de la collectivité* », témoigne Fabienne Schwebel, Atsem en petite section. Elle voit d'un bon œil le retour à quatre jours l'an prochain malgré les incertitudes liées à son nouveau contrat avec la communauté de communes. Élodie Béliard, la jeune directrice, regrette les multiples contraintes qui pèsent sur l'organisation et les décisions prises d'en haut qui tombent sur l'école. « *C'est sûr que ces rythmes ont augmenté la fatigue de tout le monde : des enfants en premier lieu, des ATSEM et puis des enseignantes avec des tâches supplémentaires et des enfants plus agités.* »

L'INTÉRÊT DES ENFANTS EN DERNIER LIEU

Les transports représentent un autre élément déterminant dans ce dossier. Comme à Bonnetage, village du Haut-Doubs situé près de la frontière suisse. Ici, l'école est repassée à quatre jours dès septembre malgré la proposition formulée par les enseignants de revenir à une vraie matinée de travail le mercredi alors qu'elle se limitait jusqu'à présent à 2 heures 20 de classe. « *Tous nos projets ont été retoqués sous la pression des sociétés de transport. Notre école est de fait un regroupement qui réunit les élèves des petits villages sans école alentours. Les bus convoient les élèves avec deux rotations à chaque entrée et sortie de classe* », relate Catherine Cherif, enseignante en CM1-CM2 qui a quitté le poste de directrice, lassée par ces revirements. « *Le péri-scolaire est peu développé, ce sont souvent des nounous qui assurent la garde le mercredi qui rechignent à emmener les enfants à l'école ce jour-là* », ajoute Catherine qui désespère de voir pris en compte des arguments à ses yeux essentiels : l'intérêt des enfants et le bon déroulement des apprentissages.

PHILIPPE MIQUEL

**LA DÉPENSE DES COMMUNES POUR L'ÉDUCATION.**

Sur les 150 milliards de dépense intérieure consacrés à l'éducation en 2016, 24 % proviennent des collectivités territoriales*. À elles seules, les communes, en charge des écoles maternelles et élémentaires, financent 17,8 milliards d'euros, soit 11,9 %. Entre 2012 et 2016, la part des dépenses de personnels augmente nettement (+6 points), notamment du fait de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires sur l'ensemble du territoire. Une charge financière qui pèse sur le choix du retour à quatre jours dans un contexte, de baisse des subventions de l'Etat.

*décembre 2017

LE CAS DES ÉCOLES MATERNELLES

À Baume-les-Dames, petite ville de 5 000 habitants, la question des rythmes scolaires se télescope avec la prise en charge de la compétence scolaire par la communauté de communes depuis janvier 2017. Changement de rythmes avec un nouveau passage à quatre jours à la prochaine rentrée, changement d'employeur, les Atsem de

dossier.



Les effectifs, ça compte

Avec 100 000 classes à plus de 25 élèves, la France fait partie des pays de l'OCDE où les effectifs sont les plus chargés. Des classes dans lesquelles enseigner et apprendre se fait au prix d'énormes difficultés. Les études consacrées au sujet montrent que la réduction du nombre d'élèves par classe améliore sensiblement la réussite des élèves et réduit les inégalités scolaires.

Les effectifs, ça compte

Près de 100 000 classes comportant 25 élèves ou plus en 2016, dont environ 7 000 à plus de 30 élèves, selon les chiffres fournis par le ministère. Les classes chargées représentent 53 % en primaire et 27 % en élémentaire. L'OCDE enfonce le clou, elle estime qu'en moyenne le nombre d'élèves est de 23 en France, soit 1,7 point de plus que la moyenne des pays membres. Si l'on se réfère aux 11 pays les plus comparables à l'Hexagone du point de vue socio-économique, qui ont de meilleurs résultats aux évaluations PISA et un système scolaire moins inégalitaire, les effectifs sont, là encore, plus élevés en France (lire p.17). D'après la dernière

Avec l'abaissement des effectifs, ce qui va changer c'est l'engagement des élèves dans les tâches.

étude internationale PIRLS, le niveau des élèves français ne cesse de baisser (lire p.22-23) et, la seule réponse du ministre, est de vouloir comme en 2008 appuyer de nouveau sur les fondamentaux.

Or, nul ne peut ignorer que la taille des classes est un des leviers de la réussite scolaire. Ce n'est pas le seul bouton sur lequel appuyer. Certes il faut aussi regarder du côté des pratiques enseignantes, de la formation, de la mixité scolaire, des inégalités sociales. Mais



l'influence de la taille des classes ne fait aucun doute. En 2006, les économistes Thomas Piketty et Mathieu Valdenaire publiaient une étude* qui en faisait la démonstration (lire p.16). Pour eux, « la réduction d'un élève par classe de CE1 conduit à une augmentation de 0,7 point du score obtenu par les élèves défavorisés aux évaluations de mathématiques de début de CE2 (...). La suppression de la légère politique de ciblage des moyens actuellement en vigueur en faveur des ZEP conduirait à une progression de 14 % de l'écart moyen de réussite scolaire entre écoles ZEP et non-ZEP. (...) Une forte politique de ciblage (réduction supplémentaire de cinq élèves des tailles de classe en ZEP, à moyens constants) conduirait à une réduction supplémentaire de 46 % de l'inégalité de réussite scolaire ». Un consensus se dégage sur cette question de la quasi totalité des études menées

en France et à l'étranger. En septembre, dans une note de synthèse, l'Institut des politiques publiques relevait que « les effets estimés de la taille des classes à l'école élémentaire sont globalement positifs : sur les neuf études recensées, sept trouvent des effets statistiquement significatifs. »

Le ministère en a conscience. N'a-t-il pas instauré le CP à 12 dans les REP+ cette année, en projetant pour la prochaine rentrée le dédoublement des CP en REP et des CE1 en REP+ « là où c'est possible » ? Mais la mise en œuvre de cette politique se fait par redéploiement de moyens. C'est sur des dispositifs indispensables pour le fonctionnement de l'école que le ministère puise les moyens nécessaires, notamment en affectant aux CP dédoublés une partie des postes du « Plus de maître que de classes ». Par ailleurs, toutes les collec-



“J’ai essayé des travaux de groupe mais impossible de suivre correctement le travail de tous.”

tivités ne sont pas en mesure de mettre à disposition les locaux nécessaires. À Marseille, les CP dédoublés, c’est deux enseignants pour un CP habituel. Côté enseignants, les témoignages attestent de l’impact des petits effectifs sur le climat scolaire, sur la hausse des interactions avec chaque élève, sur les conditions de travail plus apaisées... De plus, pour Pascal Bressoux, professeur en sciences de l’éducation (*lire p.19*), « l’abaissement des effectifs n’a pas beaucoup d’impact sur les pratiques enseignantes, c’est à dire sur les méthodes et les styles d’enseignement. Ce qui va changer par contre c’est l’engagement des élèves dans les tâches », un vecteur de réussite donc !

En revanche, de gros effectifs riment avec mauvaises conditions d’enseignement et de travail. À Guidel dans le Morbihan, l’école Prat-Foën compte

BAISSER LES EFFECTIFS DANS TOUTES LES CLASSES.

La baisse des effectifs est une revendication de longue date du SNUipp-FSU pour qui : « *il est urgent de baisser le nombre d’élèves pour tendre vers 20 élèves par classe* ». D’autant que cette problématique reste la première priorité des enseignants quand on les interroge. Le syndicat propose un palier intermédiaire pour atteindre ce nombre avec un seuil maximum de 25 par classe, de 20 en éducation prioritaire ou classes multiniveaux et 15 en TPS-PS, en comptabilisant les élèves en inclusion. Comme pour les créations de dispositifs de TPS, le SNUipp alerte sur des réductions d’effectifs pour les CP ou CE1 qui se feraient au détriment des autres classes ou dispositifs et appelle à « *une baisse indispensable et significative des effectifs pour toutes les classes* ».

deux CM2 à 29 élèves. Il devient difficile de vérifier tous les carnets de liaisons, de corriger les cahiers... Des heures passées à l’école après la sonnerie parce qu’autant de cahiers à ramener à la maison « *c’est trop lourd* »... Les pratiques pédagogiques sont, elles aussi, impactées. « *Je manque de temps pour chaque élève* », raconte Guillaume Watel. À l’école maternelle de Las Planas à Nice, il y a sieste des PS et l’après-midi, l’effectif devient plus réduit, l’ambiance plus sereine, les interactions plus nombreuses pour entrer dans les apprentissages. Les classes surchargées ne manquent pas. Si beaucoup s’accordent à dire que la baisse des effectifs est un levier de la réussite scolaire, pourquoi attendre pour la généraliser à toutes les classes ? (*lire ci-dessus*).

* L’impact de la taille des classes sur la réussite scolaire dans les écoles, collèges et lycées

Petite classe : un plus

L'étude de Thomas Piketty et Mathieu Valdenaire sur la réduction de la taille des classes souligne son impact dans la réussite scolaire, en particulier pour les élèves issus de milieux défavorisés.

Les dernières études en date font consensus : les petites classes favorisent bien les performances scolaires. Celle des économistes Thomas Piketty et Mathieu Valdenaire, réalisée en France en 2006, complétée en 2011, fait référence aujourd'hui. Elle tranche avec d'autres en écartant du panel les classes concentrant des niveaux homogènes très bas et des difficultés de comportement. Conclusion: des effets positifs nettement supérieurs à ceux estimés précédemment. Une réduction d'un élève par classe conduit à une progression des résultats aux évaluations d'entrée en CE2. Et à chaque élève en moins, la progression est significative.

A contrario, une hausse du nombre d'élèves entraîne une dégradation des résultats dès l'augmentation d'un seul élève par classe en ZEP. Des résultats qui varient fortement suivant l'origine sociale des élèves. De fait, l'impact de la taille des classes est beaucoup plus fort chez les élèves issus de milieux défavorisés. Considérant ainsi que cette mesure serait un facteur de réduction des inégalités scolaires, les économistes modélisent, par un modèle statistique, les effets d'une mise en place de moyens en éducation prioritaire. Là encore, sans même une modification des pratiques enseignantes, l'effet est notable sur les apprentissages.

L'ORGANISATION MATÉRIELLE est alourdie par des effectifs chargés.



© Camille Millierand/NAJA



NICE

“Faire avec en maternelle”

La plupart des écoles maternelles des grandes villes doivent faire face à des effectifs importants. C'est le cas à l'école de Las Planas à Nice.

Un, puis encore un, puis encore un, le tapis devient vite trop petit et le bouchon se forme rapidement. Tout le monde ne réussit pas à jouer aux petites voitures sur le tapis d'accueil de la classe de Julien, directeur et enseignant de l'école maternelle de Las Planas, un quartier populaire du Nord de Nice. 28 élèves de cycle 1 qu'il faut accueillir dans un espace très contraint. Une chanson vient annoncer le regroupement et les élèves se serrent pour trouver une place sur les bancs installés face au tableau. Les rituels démarrent et l'essentiel de la tâche du maître est d'obtenir l'attention de chacun des élèves nombreux, trop nombreux, au sein de ce groupe.

Même scénario dans les deux classes voisines de Julie et Nathalie puisque l'équipe a décidé il y a trois ans de fonctionner avec trois classes de cycle, comprenant chacune des petits, moyens et grands et de travailler ensemble le contenu des ateliers du matin adaptés aux compétences de chacun. Le lancement des ateliers reste un moment délicat pour vérifier que les 28 élèves ont compris ce que l'on attendait d'eux. L'organisation est facilitée par la couleur attribuée à chaque âge : jaune pour les petits, rose pour les moyens et bleue pour les grands. L'enseignant vérifie la compréhension de la consigne et les petits paroleurs bénéficient



LES COINS JEUX nécessitent de l'aménagement et de l'espace.

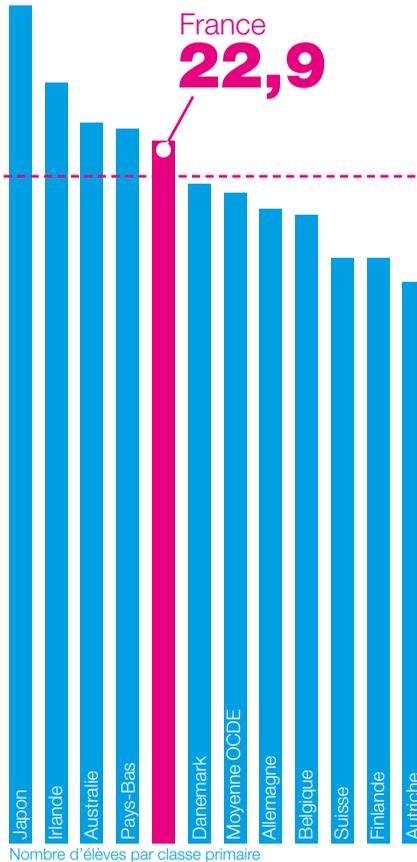
ec” nelle

cient des explications des plus grands. Pas moins de 6 à 7 îlots sont nécessaires pour mettre en place le travail en ateliers et tous les adultes présents, ATSEM et AVS, ne chôment pas pour venir en aide et répondre aux nombreuses sollicitations.

EN CLASSE DE CYCLE

Si le choix de la classe de cycle peut apparaître paradoxal dans cette configuration, il s'avère pourtant un point d'appui pour faire face à des effectifs importants. « *Quand je prépare, je réfléchis aux compétences par niveau d'âge et à bien marquer le temps consacré à chacun* », témoigne Julie. « *Une dynamique de classe qui permet aux plus jeunes de s'adapter beaucoup plus rapidement* », ajoute Nathalie. « *Et puis surtout au début de l'après-midi les « jaunes » et même les « roses » en ce début d'année sont à la sieste, on peut bien travailler en petit groupe avec les grandes sections* », renchérit Julien. À 13h30, dans sa classe, changement de ton, l'ambiance est effectivement plus sereine et plus calme. Les interactions nombreuses avec les sept « bleus » présents permettent à chacun de profiter pleinement de la séance de phonologie et de se confronter aux compétences attendues. L'attention est à son point haut... enfin. Dans la classe voisine de Julie, le petit groupe restant se répartit dans la classe pour terminer un travail en cours et les interventions de l'enseignante se centrent sur les besoins individuels. Un élève de petite section, très agité ce jour-là pour rester à la sieste, réussit à se poser au calme, devant un pain de pâte à modeler.

DES CLASSES FRANÇAISES PLUS CHARGÉES



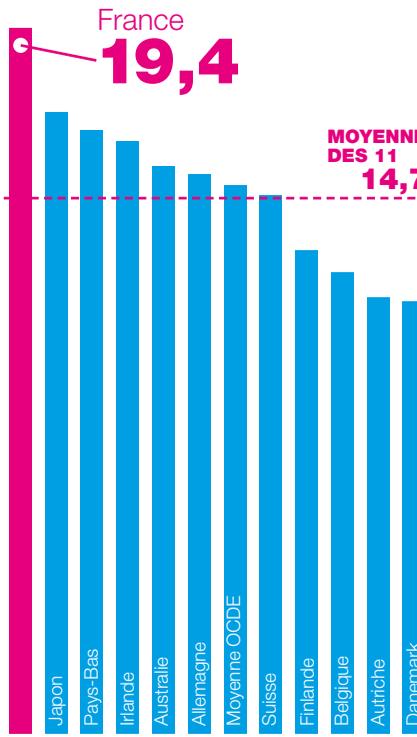
Nombre d'élèves par classe primaire

MOYENNE DES 11
21,8

Les comparaisons internationales sont sans appel : avec près de 23 élèves par classe, la France se situe au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE et notamment des onze pays aux économies comparables et ayant mieux réussi aux évaluations PISA (comme la Finlande 5^e). Il faudrait 13 000 postes-classes pour arriver à cette moyenne.

Depuis une dizaine d'années, le nombre d'élèves par classe reste stable en France mais la différence est faible entre les classes en éducation prioritaire, à 22,81 élèves et celles hors EP 23,45 en 2017, alors que l'effort devrait être porté vers les publics les plus défavorisés.

... ET MOINS D'ENSEIGNANTS PAR ÉLÈVE



Nombre d'élèves par enseignant du primaire

MOYENNE DES 11
14,7

Le nombre d'élèves par enseignant, ou taux d'encadrement, est différent du nombre d'élèves par classe car il prend en compte l'ensemble des personnels enseignants, en charge de classe mais aussi ceux du Rased, les remplaçants, les « Plus de maîtres ». Et là encore la France avec près de 20 élèves par enseignant est loin de la moyenne des onze pays cités plus haut et située à 14,7.

Ces pays ont mis les moyens pour permettre les dédoublements, le travail en groupes et prendre en charge la difficulté scolaire. En France il faudrait l'équivalent de 100 000 emplois pour rattraper ce retard.



DEUX MINUTES DE CORRECTION un exercice, cela donne au 29^e cahier, une heure de travail déjà.

À GUIDEL (56)

“Tout est plus compliqué”

Cette année les deux CM2 frôlent les 30 élèves. Fatigue et frustration.

Sur plusieurs dizaines de mètres s'étirent les rangs des 29 CM2 pour se rendre à la salle de sport. L'école Prat-Foën, « *pré au foïn* » en breton, à la lisière des bois à Guidel dans le Morbihan, compte près de 360 élèves pour 14 classes. Trois sont bilingues français-breton, avec une vingtaine d'élèves. Reste donc onze classes : « *on essaie de ne pas charger les cours doubles* », explique le directeur Alain Michel « *ni les CP et CE1 en plein apprentissage de la lecture* ». L'équipe a donc choisi par la force des choses d'alourdir le cycle 3 dont deux CM2 à près de 30 élèves dont certains en situation de handicap. « *Impossible d'accueillir les élèves en cas d'absence des professeurs* », commentent les deux titulaires Caroline Lagadec et Guillaume Watel. Alors si les deux PE s'attachent à boucler le programme et mener des projets « *il faut compter avec l'inertie du groupe* » qui pèse sur l'organisation à chaque transition entre deux activités.

LE CASSE-TÊTE DES CORRECTIONS

À l'accueil, ce matin de décembre, impossible de vérifier tous les cahiers de liaison. Guillaume reporte ce travail à ce midi, comme les premières corrections de cahiers. Avec sa collègue, il essaie de corriger au maximum pendant l'activité, en passant dans les rangs puis au bureau, avec les élèves qui attendent leur tour. Le reste se fait en collectif

puis après la classe, à l'école jusqu'à 18h passé. « *C'est trop lourd à ramener à la maison* », explique Caroline. Aux vacances Guillaume consacre « *cinq matinales à revoir rien que les cahiers de maths* ». En EPS, autonomie obligatoire, ce sont les « responsables du matériel » qui installent pendant que l'enseignant regroupe les autres sinon : attente, agitation. « *Il en suffit d'un pour entraîner les autres. À 29 tout est plus compliqué* ». Il a fallu constituer trois groupes avec chacun deux équipes. « *On essaie qu'un maximum d'élèves jouent mais il y en a toujours qui observent* ». Retour en classe pour un travail sur l'accord dans le groupe nominal, la classe bâche sur un exercice commun à tous. Guillaume préférerait « *des pédagogies plus actives* » mais se heurte au nombre. « *J'ai essayé des travaux de groupe mais impossible de suivre correctement le travail de tous* ». Il regrette en général « *le manque de temps pour chaque élève* » que ce soit en classe, en informatique ou pour les élèves en difficulté. Le tutorat entre pairs et les fichiers autocorrectifs progressifs sont une des solutions trouvées à la fois à la rapidité de certains et aux difficultés d'autres, mais avec des limites. « *Pour les plus discrets il arrive qu'on s'en rende compte un peu tard, il faudrait être là dès qu'ils en ont besoin* ». Les CM2 eux souhaiteraient « *pouvoir participer plus* », comme témoigne Maël, « *surtout en sciences et en histoire* », mais là encore la prise de parole oblige à des choix. À des renoncements. Plus encore que la fatigue accumulée, cette frustration pèse sur les deux enseignants avec « *le sentiment de ne pas pouvoir exercer le métier comme nous le voudrions* ».

ÉTUDE SUÉDOISE. Une étude suédoise, publiée par le *Quarterly journal of economics* d'Oxford en 2013, a suivi des élèves de 10 à 13 ans entrés à l'école entre 1967 et 1982 et conclut que « *réduire la taille des classes est bénéfique dans les tests cognitifs et non cognitifs à l'âge de 13 et 16 ans* ». Un impact à long terme puisque cette scolarisation en petits effectifs augmente « *la durée de scolarité, les salaires et les revenus à 27 ans et à 42 ans.* »

UNE BAISSÉ TRÈS CIBLÉE.

La baisse des effectifs a été prise en compte par le gouvernement à cette rentrée mais uniquement en CP de Rep+ et encore : seules 58,5% de ces classes sont effectivement à douze élèves comme le montre la note de la Depp de décembre 2017. La grande majorité, 89%, a quinze élèves au maximum mais hors éducation prioritaire 61,7% des CP ont entre 21 et 25 élèves et 17% dépassent même les 25.

PASPLUSDE25. Alors que vont se discuter dans les départements les mesures de carte scolaire pour la rentrée 2018, le SNUipp-FSU lance une campagne d'opinion pour pointer du doigt les effectifs chargés dans les classes des écoles primaires françaises. Avec 44% des classes qui ont plus de 25 élèves, le syndicat entend ainsi montrer qu'il est temps d'investir massivement pour réduire les effectifs qui restent un élément incontestable d'une meilleure réussite scolaire. à suivre sur **SNUIPP.FR, FACEBOOK ET TWITTER.**

“L’influence est d’autant plus forte que les enfants sont jeunes”

QUEL EST L'IMPACT DE LA TAILLE DES CLASSES SUR LES APPRENTISSAGES ?

PASCAL BRESSOUX : De nombreuses recherches ont été menées sur la taille des classes. Elles n’ont pas toutes la même qualité car ce n’est pas facile d’isoler l’influence de cette variable sur les résultats des élèves. Les classes qui ont des effectifs plus faibles sont souvent celles qui sont composées d’élèves sociologiquement défavorisés et il a donc fallu étudier des groupes comparables. Actuellement la littérature disponible sur cette question montre qu’il y a un gain significatif à réduire la taille des classes. Cette influence est d’autant plus forte qu’on a affaire à des enfants qui sont jeunes. En particulier au début de l’école élémentaire. Le gain est plus fort en élémentaire qu’au collège ou au lycée. Par contre, trop peu de travaux ont étudié cette question pour l’école maternelle. Il y a probablement un gain mais il n’est pas suffisamment documenté. Ce que l’on peut ajouter c’est que la réduction de la taille des classes profite d’autant plus que les élèves sont issus de milieux défavorisés. Ce sont ces enfants qui en bénéficient le plus, même si tout le monde en profite bien sûr. Quand on parle d’effets on ne parle pas d’effets miraculeux. Il y a plus de gain à attendre de la mise en place de pratiques efficaces d’enseignement, mais la taille des classes est une variable plus facilement manipulable.

À QUELLE HAUTEUR UNE RÉDUCTION EST-ELLE UTILE ?

P. B. : On ne peut pas parler d’effets de seuil, en tous les cas

pas dans les tailles de classes qui nous concernent. On a quelque chose d’assez linéaire. Tout un pan de la recherche a dit qu’il fallait réduire d’au moins 5 à 6 le nombre d’élèves par classe pour commencer à mesurer des effets et on trouve une série d’arguments pour une réduction drastique. Mais l’étude de Piketty montre qu’une réduction de trois ou quatre élèves aurait déjà un impact assez fort dans les zones défavorisées. Pour observer des effets on n’est pas obligé de réduire à 12, on aurait déjà des gains dans des classes à 15 ou 16, mais pas aussi forts qu’avec une réduction à 12. Il n’y a, à l’inverse, pas de données sur un nombre minimum d’élèves par classe qui montrerait une limite de ce point de vue sur les apprentissages des élèves.

QUEL EFFET SUR LES PRATIQUES ENSEIGNANTES ?

P. B. : Cette question a été étudiée et montre que l’abaissement des effectifs n’a pas beaucoup d’impact sur les pratiques enseignantes, c’est-à-dire sur les méthodes et les styles d’enseignement. Ce qui va changer en revanche c’est l’engagement des élèves dans les tâches. Ils passent plus de temps à travailler. Les enseignants font moins de discipline, interagissent davantage avec les élèves en individuel et cela augmente le temps d’enseignement. L’abaissement des effectifs n’agit pas sur les pratiques

mais sur les conditions d’enseignement. Les élèves sont plus visibles aux enseignants, il y a moins de difficulté d’organisation de la classe et ils se mettent donc plus rapidement au travail. La réduction de la taille des classes produit en soi des effets en dépit du fait que les enseignants changent peu leurs méthodes. Cela ne veut pas dire qu’on ne gagnerait pas encore davantage avec des méthodes adaptées. Tout l’enjeu est peut-être là. Réussir à former pour exploiter encore davantage une réduction de la taille des classes, mais il ne faut pas considérer que l’abaissement ne produit des effets qu’en cas de changement de méthodes.

LA RÉDUCTION DES EFFECTIFS DOIT ELLE SE POURSUIVRE SUR PLUSIEURS ANNÉES ?

P. B. : Si la réduction des effectifs produit des effets positifs dès la première année, la recherche a également pu montrer que la réduction de la taille des classes doit se poursuivre sur plusieurs

Les enseignants font moins de discipline, interagissent davantage avec les élèves en individuel et cela augmente le temps d’enseignement.

années pour avoir un effet durable. Les enfants qui bénéficient de la réduction d’effectifs en CP seront meilleurs en fin de CP mais pas à la fin du CE1, si l’allègement ne s’est pas poursuivi. L’expérience américaine STAR, étude longitudinale de réduction de taille des classes, a permis de montrer que ceux qui en avaient bénéficié longuement maintenaient leur avantage jusque tard dans leur scolarité. Il faut que ça se poursuive au moins au CE1. Est-ce que deux années suffisent ? Un peu plus, c’est toujours un peu mieux et le suivi en CE1 semble important pour que les effets perdurent. On a actuellement des résultats scolaires décevants et notre système génère des inégalités. La réduction de la taille des classes est une mesure qui est à même de réduire ces écarts d’autant plus que la recherche va dans le sens d’un gain important pour les élèves défavorisés.

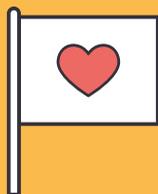


BIO
Pascal Bressoux est professeur en sciences de l’éducation à l’université de Grenoble Alpes. Il est également membre du CNESCO.

3 RAISONS DE PARTICIPER A OUI-RECYCLE

WWW.JPA.ASSO.FR/OUI-RECYCLE/

C'EST QUOI OUI-RECYCLE ?



Oui-recycle vise à recycler des cartouches d'imprimante usagées afin de les valoriser au profit du départ en vacances des enfants. Oui-recycle est un événement porté par la Jeunesse au Plein Air, une association complémentaire de l'école publique, en partenariat avec la société UnisCartouches. Il se déroule dans les écoles, les collèges, les centres de loisirs...

1

OUI-RECYCLE : UN PROJET PÉDAGOGIQUE



Oui-recycle permet la mise en oeuvre de séquences d'enseignement autour du recyclage de cartouches d'imprimante et de débats sur l'éco-responsabilité, la solidarité et l'engagement.

L'enseignant peut apporter des compétences et connaissances dans différentes disciplines et des valeurs humanistes comme la solidarité dans le cadre transversal de l'EMC (Enseignement Moral et Civique).

Rendez-vous sur : www.jpa.asso.fr/oui-recycle/

2

OUI-RECYCLE : UN PROJET DE RECYCLAGE



Oui-recycle permet de collecter des cartouches d'imprimante usagées dans des recycleurs commandés sur le site de la jpa (jpa.asso.fr).

3

OUI-RECYCLE : UN PROJET SOLIDAIRE



En collectant des cartouches d'encre, je fais un geste solidaire au profit des enfants qui ne partent pas en vacances.

MÉTIER & PRATIQUES

PAGE
22

Enquête
PIRLS

PAGE
26

Le sport...
aussi pour
l'esprit

PAGE
28

Maître +

LA COMPRÉHENSION,
ça s'enseigne dès les
classes de maternelle.

LIRE + PIRLS

DÉCRYPTAGE



LE SUJET DE LA LECTURE est bien plus complexe qu'un simple déchiffrage.

© Camille Millierand/NAJA

Le niveau de lecture des élèves français a encore chuté selon l'enquête internationale PIRLS publiée en décembre. Quelles en sont les raisons et quels remèdes prescrire ?

C'est sans appel... le niveau en lecture scolaire baisse encore en France. C'est ce que nous apprend l'enquête internationale PIRLS (Progress in international reading literacy study) menée en mars 2016 et publiée en décembre dernier qui mesure la maîtrise de la langue, les compétences en lecture et en compréhension des textes. De quoi s'agit-il exactement ? 320 000 écoliers âgés de 9 à 10 ans (CM1 en

France) ayant suivi quatre années de scolarité obligatoire ; donc ceux entrés en maternelle en 2008, année de la mise en œuvre des programmes Darcos, devaient lire douze textes courts, soit des histoires, soit des articles, dont le vocabulaire est adapté à leur âge. Les chercheurs ont observé s'ils savaient décoder, mais aussi comprendre ces écrits et les interpréter. Cette enquête est menée dans 50 pays tous les cinq ans. Depuis PIRLS 2001 les performances françaises sont en baisse constante et l'écart se creuse avec les autres pays européens.

UN PROCESSUS COMPLEXE

Si rien ne semble enrayer cette érosion, c'est que l'on ne s'attaque pas aux vraies raisons : ce n'est pas le processus le plus simple (le décodage) sur lequel les élèves français sont en difficulté mais sur les processus les plus complexes comme prélever, inférer, interpréter et apprécier. S'ils savent

prélever des informations, les élèves français ne savent pas en tirer des inférences pour comprendre le texte mais surtout comprendre ce qu'il ne dit pas et qui doit être déduit, directement du texte ou par des ressources personnelles ou extérieures. En quinze ans, le score des écoliers français a baissé de 22 points en compréhension des textes informatifs et de 6 points sur les textes narratifs. Autre constat de l'étude : ça fuit par le bas mais aussi par le haut. 6% des élèves français n'atteignent pas le niveau le plus élémentaire de PIRLS et ils sont trois fois moins nombreux (4%) que dans l'UE (12%) à atteindre le niveau le plus avancé.

LA FRANCE CHAMPIONNE DES INÉGALITÉS SCOLAIRES

Si la taille des classes ou le sous-investissement de la France dans son système éducatif peuvent être incriminés, l'étude pointe deux raisons

profondes, la formation des enseignants et les inégalités sociales. Se diriger dans un texte, travailler les relations causales, la capacité à raisonner sur du texte, lire dans les différentes disciplines, travailler le langage oral pour accéder à la complexité de l'écrit... tout ce qui manque aux élèves s'apprend. Mais le faible volume de formation professionnelle et le défaut de formation continue ne permettent pas aux enseignants français de bénéficier des apports de la recherche et d'avoir du temps pour construire à partir de leur expertise professionnelle les réponses pédagogiques dans un apprentissage continué de la lecture qui va bien au-delà du seul CP et se nourrit de ce

qui a été fait en maternelle. Mais l'enquête montre aussi que le sujet de la lecture est bien plus complexe qu'un simple déchiffrement. L'école a changé, ses exigences ont augmenté, elle prétend faire réussir tous les élèves, dont beaucoup d'entre eux vivent dans une grande fragilité socio-économique, dans un monde où savoir lire, interpréter et exploiter les textes est une clé essentielle pour comprendre le rapport au langage et au monde. Quand les modes de socialisation familiale sont éloignées de la culture scolaire, l'école doit tout mettre en œuvre pour ne pas transformer les inégalités sociales en inégalités scolaires. VIRGINIE SOLUNTO



CORINNE HECKMANN.

Analyste à la Direction de l'éducation de l'OCDE

COMMENT FONT LES PAYS QUI RÉUSSISSENT MIEUX QUE NOUS ?

« Souvent, il est dit que les écoliers français se diversifient trop dans les apprentissages. Pourtant, ils passent, en primaire, 38 % de leur temps scolaire à étudier la compréhension de l'écrit (lecture, orthographe et grammaire) pour 20 % en Irlande, 23 % en Finlande, 18 % en Pologne... Il faut aller chercher les raisons ailleurs. Beaucoup de pays ayant de bons résultats ont mis l'accent sur le primaire en consacrant un budget important. La Pologne consacre davantage de budget à l'école primaire qu'à l'école secondaire (collège et lycée). En Finlande et au Royaume-Uni, les

budgets sont presque similaires. Par contre, en France, le primaire est le parent pauvre de l'Éducation nationale. Même si la situation s'est un peu améliorée depuis 2012, les dépenses par élève scolarisé à l'école primaire étaient en 2015 de 6 154 €, correspondant à 63 % des dépenses par élève scolarisé au secondaire. Ces dépenses moindres au niveau du primaire se reflètent dans les salaires* des enseignants qui sont inférieurs de 18 % à la moyenne des pays de l'OCDE pour l'enseignement primaire.

EST-CE RÉALISABLE EN FRANCE ?

Les priorités données à l'école primaire et aux zones sensibles, à la formation des enseignants et à la lutte contre l'échec scolaire par les derniers gouvernements sont des objectifs importants pour remédier à ces résultats. Mais il faut aller au-delà du primaire et regarder comment améliorer les

compétences des enfants avant leur entrée en cours préparatoire. Quelques pistes possibles : la première serait de revoir la gouvernance de la petite enfance en passant à un système intégré pour les 0-6 ans sous la responsabilité d'un seul ministère comme ce qui se fait dans plus de la moitié des pays de l'OCDE. La seconde serait de valoriser et mieux former les ATSEM en maternelle et les personnels de crèche ; de renforcer le volet pédagogique de la formation initiale et l'accès à une formation continue de qualité pour les enseignants de maternelle ; de faciliter les transitions entre crèche et école maternelle et la coopération entre les personnels. La troisième serait d'améliorer les conditions de travail des enseignants exerçant dans les écoles maternelles en diminuant la taille des classes.

* salaire indiciaire après quinze ans d'exercice.

LE PODIUM
Russie (581) – Singapour (576) – HongKong (569) – Irlande (567) – Finlande (566)



34^e place France sur 50 pays étudiés. 34 c'est aussi le nombre de pays au-dessus de 500!

511 points : score de la France
Moyenne des pays de l'OCDE : 541
moyenne des pays de l'union européenne : 540

500 c'est la moyenne « symbolique » de PIRLS fixée à la première édition de 2001.



LA LECTURE DU MINISTRE.

Jean-Michel Blanquer, toujours guidé par le retour aux fondamentaux, a annoncé une batterie de mesures. La plus emblématique est la lecture à haute voix et la dictée quotidienne. Les programmes de 2008, déjà centrés sur les fondamentaux, n'ont pas permis de renverser la tendance et la réponse simpliste du ministre dénote d'une mauvaise lecture de l'enquête qui montre que c'est sur les processus complexes que les élèves sont en difficulté. Un Conseil scientifique présidé par le neuroscientifique Stanislas Dehaene sera chargé de concevoir des évaluations pour le CP et le CE1, mais aussi des « recommandations pour aider les professeurs à bien choisir leurs manuels ». Ces mesures vont dans le sens du développement de la « culture de l'évaluation », alors qu'évaluer n'est pas remédier, et montrent la préférence du ministre pour les neurosciences quand l'ensemble des disciplines de recherche doit être sollicité. D'autres mesures inquiètent, comme la remise en question de la progressivité des apprentissages au sein des cycles de trois ans, une nouvelle « primarisation » de la maternelle, une formation « orientée » qui nie l'expertise et la professionnalité enseignante ou l'imposition d'un manuel magique.

COURTS

DYS- LEXIQUE, ± PAS DYSGRA- PHIQUE

Une recherche conjointe menée par le CHU de Grenoble et le CNRS montre qu'en situation d'apprentissage de l'écriture, le déchiffrement de l'orthographe par les enfants dyslexiques est tellement coûteux qu'il finit par modifier ou inhiber le geste d'écriture, alors que ces enfants ne sont pas dysgraphiques. Or, quand ils sont diagnostiqués comme tels, la rééducation proposée peut les décourager.

APPRENTISSAGE {ÉMOTIONNEL}

« Reconnaître et nommer ses émotions, les réguler, nouer des relations, faire preuve d'empathie », des qualités qui apprises à l'école, permettent des bénéfices tout au long de la vie. C'est le résultat d'une étude américaine menée sur 97406 élèves de la maternelle au lycée.

**LES JEUNES QUI ONT SUIVI
CE PROGRAMME ONT ÉTÉ :**

+11%

à achever leurs études
supérieures

-18,5%

à être arrêtés par la police

-13,5%

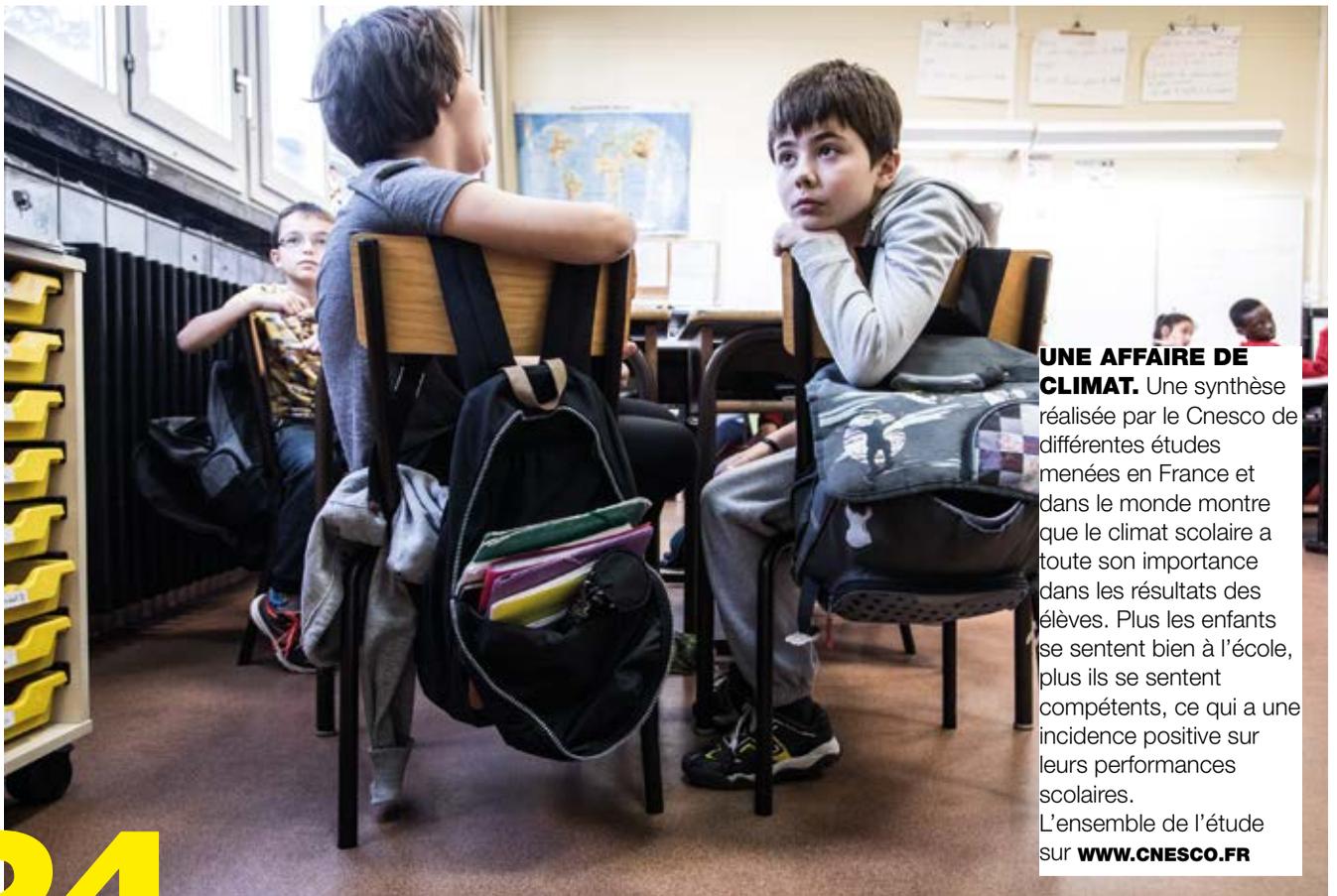
à avoir des troubles
de santé mentale

L'ARDEUR {EN POÉSIE}

Du 3 au 19 mars se déroulera la vingtième édition du Printemps des poètes. Autour du thème de « l'ardeur », les écoles, bibliothèques, et autres participants sont invités à produire. Pour accompagner les volontaires, le site propose des ressources en ligne dont un répertoire riche pour faciliter l'accès au plaisir des mots et diversifier les activités habituelles : arbres à poèmes, restitutions dans l'espace public, atelier de diction, brigades d'intervention poétique, carte-poèmes... Une multitude d'entrées à consulter pour partager le goût de la poésie et concevoir librement son printemps. **PRINTEMPS
DESPOETES.COM**

10000

C'EST LE NOMBRE DE JEUNES qui sortent encore chaque année du système éducatif sans diplôme. Un chiffre en baisse d'après le Cnesco, qui souligne l'importance des politiques de prévention précoce du décrochage.



UNE AFFAIRE DE CLIMAT. Une synthèse réalisée par le Cnesco de différentes études menées en France et dans le monde montre que le climat scolaire a toute son importance dans les résultats des élèves. Plus les enfants se sentent bien à l'école, plus ils se sentent compétents, ce qui a une incidence positive sur leurs performances scolaires. L'ensemble de l'étude sur **WWW.CNESCO.FR**

± REDOUBLEMENT

Après « un dialogue préalable avec les représentants légaux de l'élève » et l'avis de l'IEN, le conseil des maîtres pourra proposer un redoublement « dans le cas où le dispositif d'accompagnement pédagogique mis en place n'a pas permis de pallier les difficultés importantes d'apprentissage rencontrées par l'élève ». Le SNUipp-FSU a voté contre ce projet de décret, présenté au CSE le 14 décembre dernier visant à le rendre moins exceptionnel. Un seul maintien toutefois sera possible en élémentaire et aucun en maternelle.

{REVUE DE PRESSE} DU CLEMI

La revue de presse des journaux scolaires 2017 vient de paraître et l'édition numérique complète est en ligne depuis le 12 janvier. « L'élection présidentielle, la présidence de Trump, le voyage de Thomas Pesquet, l'égalité garçon-filles » autant de sujets qui ont donné lieu à décryptage des apprentis journalistes. Mais les sujets ont également concerné l'école avec la question du harcèlement, de la médiation ou encore des phénomènes de mode comme le Hand spinner ou les Pokemon go. en ligne sur CLEMI.FR / REVUE DE PRESSE.

0,2%

C'EST LE TAUX DE REDOUBLEMENT en CM2, en 2017. Historiquement bas, il est publié dans la dernière note d'information de la DEPP de décembre 2017. Il est passé de 1,1% à 0,2% de 2014 à 2017.

{51} LANCEURS D'ÉCRITURE EN LIGNE

Contre l'angoisse de la feuille blanche, Christophe Rhein, médiateur de ressources numériques à l'atelier Canopé de Corrèze, propose 51 activités de création écrite pour le cycle 3. Les enseignants comme les élèves peuvent y piocher autant de lanceurs d'écriture, avec différents degrés de complexité, de l'acrostiche à la biographie humoristique en passant par le changement de point de vue ou le portrait chinois :

CHRISTOPHE-RHEIN.CANOPROF.FR



TRAVAILLER {SUR} L'IMAGE

Le *Nouvel éducateur*, revue nationale de l'Icem, Institut coopératif de l'école moderne, propose dans son numéro de décembre un dossier complet sur le travail en classe autour des images, comment les lire, en comprendre les enjeux et en produire, que ce soit sous forme de photos ou de vidéos :

ICEM-PEDAGOGIE-FREINET.ORG

SYLVAIN CONNAC.



enseignant-chercheur en sciences de l'éducation (Montpellier)

1. VOTRE LIVRE S'INTITULE « ENSEIGNER SANS EXCLURE »*, POURQUOI CE TITRE ?

Le système éducatif français est connu pour être injuste et élitiste. Si 90% des enfants de cadres ont leur bac sept ans après leur entrée en 6^e ce n'est le cas que pour 40% des enfants d'ouvriers non qualifiés. Les chercheurs ont mis à jour que les formats scolaires inscrits dans les gènes de notre système participent à ces phénomènes de relégation comme le redoublement, les devoirs, le soutien, l'externalisation de l'aide... Ces formats ont des conséquences sur l'inclusion des élèves ou leur exclusion. Est-ce qu'on se satisfait d'une école à deux vitesses, du chacun pour soi ? Ou est-ce qu'il y a encore un espoir du côté de la pédagogie ?

2. EN QUOI CES FORMATS ACCENTUENT LES INÉGALITÉS ?

Le redoublement en France est devenu une variable d'ajustement pour constituer des classes plus homogènes car dans notre modèle la « bonne classe » c'est 25 élèves du même âge et du même niveau scolaire. Pourtant les travaux notamment de Sylvie Jouan sur la classe multi-âge montrent qu'on

peut tirer partie des différences de profils des élèves. Les devoirs creusent également les écarts selon que les élèves peuvent être accompagnés à la maison ou non. Si on en donne, ils doivent être possibles en totale autonomie. De même, la différenciation pédagogique est nécessaire mais s'accompagne de précautions. En individualisant trop les parcours on accentue les inégalités.

3. QUELS DISPOSITIFS PÉDAGOGIQUES POSSIBLES ?

Des dispositifs qui agissent sur l'engagement des élèves, leur motivation. Ils allient part du maître et autonomie. Les situations collectives sont essentielles pour lancer le travail et institutionnaliser les savoirs. Dans ce collectif, aucun élève ne se sent différent des autres, chacun bénéficie de ce qui se dit. Mais ce collectif prend du sens quand il part du questionnement des élèves, avec le débat naît un besoin de clarification qu'apportent les savoirs scolaires. Il y a ainsi tous les dispositifs de coopération, de tutorat et de plan de travail mais avec des précautions là aussi pour que ce ne soit pas les meilleurs élèves qui en tirent profit. Les élèves les plus fragiles doivent pouvoir se confronter à la complexité, avec l'accompagnement éventuel de l'enseignant.

* « Enseigner sans exclure » (ESF, 2017).

LE SPORT... AUSSI POUR L'ESPRIT



POUR BIEN APPRENDRE, il faut être bien dans sa tête, bien dans son corps et bien avec les autres.

dehors du temps scolaire dans le cadre de l'USEP et de la section d'athlétisme locale, mais également des interventions dans toutes les classes des infirmières scolaires et un travail de prévention en direction des familles. À Woippy, on ne plaisante plus avec la santé... la mairie offre tous les jeudis « *Un fruit à la récréation* ».

PAS FACILE D'ÊTRE UN ENFANT

« *Moi je n'ai pas envie de déjeuner le matin* », affirme Erwin. « *C'est surtout que je n'ai pas le temps* », lance Hasbaiy... le cas de plus d'un tiers de la classe de Carole. Même constat côté rythme de vie, Wafa admet ne pas se coucher avant 21h. « *Je dors dans la même chambre que ma sœur et elle joue tard à la DS* ». L'enseignante confirme « *Le projet de la classe c'est d'aborder la santé de manière globale, un bien-être mental, physique et social. On mène des ateliers à partir de « graine de médiateur » pour leur apprendre à gérer leurs émotions, les rendre indépendants dans la résolution des conflits entre eux mais aussi avec eux-mêmes, afin d'être disposés à travailler en classe* ». Des petits gestes le matin pour dire comment ils se sentent... plus on descend dans le corps et moins ça va. Une entrée pour dire ou non, le manque de sommeil, les difficultés familiales ou la loi du plus fort à l'extérieur de l'école. Un travail de classe qui anticipe la classe verte sur le thème du sport, de l'hygiène et du bien manger. Cette année, la classe est sportivement diversifiée. Le club d'athlétisme fait des émules, comme Inès qui « *a senti du bonheur* » ou Jasmine qui pense « *avoir gagné en souplesse* ». Le club d'arts martiaux fait aussi le plein quand quelques poissons préfèrent le grand bassin. Jena, elle, c'est le handball.

À VOS MARQUES...

Laurent Pojer, animateur du club d'athlétisme, commence tambour battant. « *On doit être fatigué à la fin de la séance !* » explique-t-il avant

À Woippy, un parcours santé des élèves pour développer des pratiques sportives et citoyennes.

Problèmes de coordination, pratiques sportives insuffisantes et surpoids ont amené le comité d'éducation à la santé et la citoyenneté à proposer le projet Santé + aux élèves de Woippy, banlieue de Metz (57) située en Rep+. Les CP, CE2 et CM2 de l'école Pierre et Marie Curie sont concernés par ce programme

qui permettra un suivi de cohortes et une évaluation de l'impact des actions engagées. Les élèves de CE2 de Carole Wernert viennent de passer les tests Diagnoform pour définir le profil individuel de chacun en termes de souplesse, endurance, vitesse et coordination. Les tests, pris en charge par l'ARS*, sont réalisés par Laurence Klein du club d'athlétisme A2M. Le diagnostic permet de construire un parcours éducatif de santé pour chaque élève composé d'interventions adaptées en athlétisme en temps scolaire, de proposer une activité physique en

l'échauffement, pendant qu'une timide élève demande « *Est-ce qu'on est obligé ?* » Les sauts de grenouille révèlent des problèmes de concentration et de coordination, la course de relais un manque d'anticipation, mais tout le monde participe avec joie. « *L'enseignant prend le relais des six séances que j'ai organisées, en fonction des tests des élèves, autour des cinq grandes aptitudes de l'athlétisme que sont la coordination, la vitesse, l'endurance, la force et la souplesse. Les séances sont ludiques, adaptées à l'âge des enfants... l'objectif étant de leur faire prendre des habitudes et leur apprendre à faire le lien entre sport, alimentation et hygiène de vie* ». Pari gagné, il y a un bon retour sur la section d'athlétisme de Woippy.

DES ÉCHANGES VALORISANTS

Dans sa classe de CM2, Martine Pierron mêle les compétences de l'EPS, de l'EMC, des sciences et des maths. « *Le travail de coordination en sport a facilité la prise en compte de plusieurs tâches dans une consigne. Les tests ont aussi permis à certains élèves, à un âge difficile, de prendre conscience de leur surcharge pondérale et de vouloir se*

dépasser », explique-t-elle. Les élèves se sont engagés avec les CP dans un projet d'ateliers autonomes d'écriture « *écrire et faire écrire* » à partir du sport et de l'alimentation. L'enseignante poursuit : « *En s'associant à une classe de CP, les élèves apprennent à transmettre des valeurs et des savoirs, ils se sentent plus responsables et plus autonomes. Ils ont pris conscience de leurs compétences* ». Un travail en classe valorisé par une exposition, des

“APPRENDRE À FAIRE LE LIEN ENTRE SPORT, ALIMENTATION ET HYGIÈNE DE VIE.”

livrets remis aux parents, l'organisation d'un petit déjeuner... et qui aboutit parfois aussi à leur participation à des activités sportives ou associatives le week-end.

Jean-Pierre Auburtin, le directeur de cette école de 17 classes et deux Ulis conclut : « *L'école propose de nombreuses activités et beaucoup de dispositifs pour dynamiser la vie des élèves du quartier. La coordination de la CPC, la disponibilité des deux infirmières du réseau pour les classes et auprès des parents et l'adhésion des enseignants à ce projet ont renforcé le lien qui existait déjà avec le collège.* »

VIRGINIE SOLUNTO

* Agence régionale de santé



CÉLINE BAEY.
CPC EPS
Metz-Nord

POURQUOI CE PARCOURS SANTÉ+ ?

“ C'est une demande institutionnelle de développer des projets de prévention pour les élèves. À Woippy, il y a eu aussi la volonté de créer en 2016 un comité interdégré autour d'un projet commun visant à mettre en place les meilleures conditions pour développer l'estime de soi. On a renforcé le partenariat ponctuel qui existait avec Woippy

athlétisme. Il ne s'agit plus seulement de construire des compétences motrices mais, de faire progresser les élèves individuellement au sein d'un groupe.

POURQUOI CENTRER SUR L'EPS ?

En améliorant le bien-être des élèves, on augmente l'estime de soi et ils sont plus disponibles pour les apprentissages. Les nouveaux programmes 2016 confèrent à l'EPS la finalité de « *former un citoyen lucide, autonome, physiquement et socialement éduqué, dans le souci du vivre ensemble* ».

ET EN CLASSE ?

La première année, l'articulation avec le travail de classe n'était pas évidente pour les enseignants. Les interventions des infirmières scolaires, sur la nutrition, le sommeil ou l'hygiène dentaire sont très enrichissantes pour les classes. J'ai proposé des pistes axées sur le travail pluridisciplinaire, mais aussi sur l'écrit, un des objectifs majeurs du réseau. Nous commençons à développer un cahier qu'il faut encore formaliser pour travailler l'écrit à partir de l'EPS.

69% des enfants de 6 à 17 ans pratiquent une APS, soit une hausse de 4 points par rapport à 2015, selon une étude 2016 de l'association Attitude Prévention.



60 MIN C'est le temps que les jeunes de 5 à 17 ans devraient consacrer à une activité physique d'intensité modérée à soutenue, selon l'OMS.

16% des élèves sont en surpoids dans les secteurs défavorisés contre 12 % hors EP, selon l'OZP en 2015.



42% d'enfants de cadres mangent des légumes / 27 % d'enfants d'ouvriers, selon une étude de la DREES sur des enfants de CM2 en 2015.



**en
bref**

DIAGNOFORM®

Protocole d'évaluation de la condition physique pour tous les publics, il répond aux questions suivantes : Suis-je en forme ? Quels sont mes points forts et mes axes de progrès ? Le logiciel, agréé par la CNIL, se compose d'une série de tests physiques basés sur cinq grandes qualités physiques : la force, l'endurance, la vitesse, la coordination, la souplesse. C'est aussi une approche cognitive au niveau émotionnel : sensations physiques, émotions perçues, comportements mis en œuvre. Deux programmes, *Kid et Tonic*, proposent des exercices particulièrement adaptés aux établissements scolaires, clubs et associations.

WWW.DIAGNOFORM.COM

LA GRANDE ÉCOLE DU SPORT.

Canopé propose 115 vidéos libres de droit à utiliser en classe, du cycle 3 à la terminale pour découvrir les sports sous un nouvel angle. Sport et histoire, sport et géographie, sport et santé, sport et littérature, sport et arts, autant d'associations possibles pour enseigner en interdisciplinarité. Des interviews de grands sportifs permettent aussi d'engager des échanges avec les élèves sur les valeurs du sport. Beaucoup de ressources autour des jeux olympiques permettent de développer l'idéal hellénique d'un corps et d'un esprit indissociables.

WWW.RESEAU-CANOPE

FR/LA-GRANDE-ECOLE-DU-SPORT.HTML



CHRISTOPHE TIXIER
et ses collègues
apprécient les « regards
croisés sur la classe qui
aident à débloquer
certaines situations ».

Platanes, « une équipe bien soudée ». Au lancement du dispositif « Plus de maîtres » en 2012, son inspecteur lui propose de postuler. « Il avait déjà une certaine expérience et un certain recul sur le métier », commente Mathieu Pecqueur, maître de CE1 jusqu'à l'année dernière dans l'école et qui a apprécié « ses connaissances très ciblées en lecture et en mathématiques. »

REGARDS CROISÉS

Le dispositif dégage « plus de temps pour chaque élève, en difficulté ou non, pour les silencieux aussi qui masquent leurs incompréhensions ». Christophe regretterait que les « Pdm » disparaissent, « il faudrait laisser le temps de l'évaluation et de construction d'outils ». Lui intervient soit en co-enseignement, soit avec quelques élèves dans la BCD mitoyenne « pour les activités de décompte des syllabes ».

Souvent il aime inverser les rôles et prendre la classe pendant que le titulaire s'occupe d'un groupe. « Je suis un maître comme les autres », insiste-t-il. C'est important pour lui et pour maintenir de bonnes relations avec ses collègues. Pas question de passer pour un maître spécialisé ou pire, un expert qui les prendrait de haut. « Je travaille avec eux. Ce n'est pas forcément évident d'ouvrir sa classe à quelqu'un, ils ne doivent pas se sentir jugés ». Le quadragénaire se demande d'ailleurs comment les jeunes « Pdm » ont réussi ce délicat tissage de relations professionnelles. Lui s'est beaucoup documenté une fois le poste obtenu. « C'est quelqu'un qui lit beaucoup, des rapports d'inspecteurs généraux, des ouvrages et des articles scientifiques », ajoute Mathieu. Christophe a en effet ressenti le besoin de s'armer intellectuellement, « sur les gestes professionnels comme le co-enseignement ou les mécanismes d'apprentissage ». L'ancien prof de philo a gardé l'habitude de questionner ce qu'il lit ou entend. S'il a été convaincu par les recherches de Roland Goigoux et les transpose, il peut devenir critique sur d'autres auteurs, très médiatiques. Selon lui, ce bagage réflexif manque à la formation des PE. « On est vite dans le pratico-pratique mais c'est important de s'interroger aussi sur des concepts comme le savoir, la culture... » LAURENCE GAIFFE

MAÎTRE++

D'abord prof de philo, Christophe Tixier est « Plus de maître » à Abbeville (80) depuis le lancement du dispositif.

Philosophe. Il faut bien l'être quand chaque année le poste occupé est menacé de disparition. Philosophe aussi parce que Christophe Tixier, « Plus de maîtres » école des Platanes à Abbeville dans la Somme, a longtemps côtoyé Hegel, Kant et Platon dans des études qui l'ont mené jusqu'à la thèse, puis au Capès de philo. L'Auvergnat a été nommé en 1998 titulaire remplaçant

dans sa région d'origine, « TZR dans toute l'académie de Clermont-Ferrand ». Les kilomètres, les emplois du temps imposés et le manque d'échanges avec les équipes ne lui conviennent guère. Alors quand son épouse, professeur de lettres est nommée à Amiens, c'est dans cette académie qu'il passe le concours PE il y a dix ans. Il se retrouve de nouveau remplaçant « mais dans un mouchoir de poche, sur la circonscription d'Abbeville ». Il exerce en CLIS-IME et plusieurs années en CP, une classe qu'il affectionne pour l'appétit d'apprendre des 6 ans et l'importance de la lecture. Christophe a la main sur son emploi du temps et peut créer des liens avec ses collègues. Dont ceux de l'école des

QUESTIONS & RÉPONSES

Q: JE SUIS DÉTACHÉE À LA MAIF, COMMENT VA ÊTRE TRAITÉE MA PROCHAINE PROMOTION ?

R: Depuis cette année, tous les personnels en situation de détachement verront leur promotion traitée par la CAPD du département dont ils dépendent. N'hésitez pas à contacter votre section départementale du SNUipp-FSU pour toute précision.

Q: J'AI FAIT UNE DEMANDE DE CHANGEMENT DE DÉPARTEMENT ET ENVOYÉ LES PIÈCES JUSTIFICATIVES. COMMENT SAVOIR EN DÉFINITIVE QUEL SERA MON BARÈME ?

R: Les barèmes seront validés par le DASEN après consultation de la CAPD. Le serveur SIAM sera de nouveau ouvert du 1^{er} au 7 février pour vous permettre de consulter ce barème. Signalez toute difficulté rencontrée aux élus du personnel du SNUipp-FSU de votre département.

Q: JE SUIS PROFESSEURE DES ÉCOLES ET JE SOUHAITE ENSEIGNER AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. UN DÉTACHEMENT EST-IL POSSIBLE ?

R: Oui, il est possible de demander un détachement vers des administrations et établissements publics relevant d'autres ministères.



LU DANS LE B.O.

POUR LE LU AU BO, VOIR SUR SNUIPP.FR. RUBRIQUE RESSOURCES / LU AU BO

Toutes les informations concrètes (modalités de candidature, de détachement, calendrier, affectation, renouvellement et intégration) figurent dans la note de service 2017-181 du 5 décembre 2017 publiée au Bulletin officiel de l'Éducation nationale (BOEN) n° 43 du 14 décembre.

salaire

CALENDRIER 2018 DES DATES DE VERSEMENT DES SALAIRES ET PENSIONS DES FONCTIONNAIRES

	SALAIRE	PENSION
JANVIER	Lundi 29	Mardi 30
FÉVRIER	Lundi 26	Mardi 27
MARS	Mercredi 28	Jeudi 29
AVRIL	Jeudi 26	Vendredi 27
MAI	Mardi 29	Mercredi 30
JUIN	Mercredi 27	Jeudi 28
JUILLET	Vendredi 27	Lundi 30
AOÛT	Mercredi 29	Jeudi 30
SEPTEMBRE	Mercredi 26	Jeudi 27
OCTOBRE	Lundi 29	Mardi 30
NOVEMBRE	Mercredi 28	Jeudi 29
DÉCEMBRE	Jeudi 20	Vendredi 21

Les dates affichées sont les dates de virement. Selon le fonctionnement des établissements bancaires, il peut y avoir un décalage de 24 heures sur les relevés bancaires.

par Marion Katak

LIVRE

Les émotions dans les livres

Les émotions sont au cœur de toute littérature, mais certains livres aident plus que d'autres à apprendre à identifier et accueillir les émotions qui nous traversent, pour mieux se connaître et comprendre les autres.

Dans **LE LIVRE EN COLÈRE**, la couverture donne le ton, rouge, de la colère mais aussi du minimalisme tant dans le graphisme que dans le texte. Le titre l'indique : c'est le livre tout entier qui est en colère ! Et quand on est très fâché, on n'a pas envie d'en parler : ce n'est pas pendant la crise qu'on peut raisonner, bien sûr. En revanche, la présence bienveillante de quelqu'un peut être bien utile pour aider à se calmer. Car tout seul, on n'a pas forcément les outils pour canaliser ses émotions. Ici, c'est une petite souris rose, présente sur la page de gauche, qui reste attentive aux besoins de ce

livre en colère : un zeste de patience, un brin d'humour... sans vous donner tous ses trucs, on peut vous dire que ça marche ! De rouge, le livre passe à l'orange puis au jaune, son expression s'adoucit... Va-t-il finir par rire ? Ce petit album aux pages cartonnées est un régal pour l'enfant qui peut s'identifier au livre en crise ou à celui qui accompagne, ce qui est très valorisant. Apprendre que même une grosse colère est passagère, qu'on a le droit d'être en colère et d'avoir le temps de ne plus l'être, ça peut être rassurant, tout en développant, sans y paraître, l'empathie.

► **LE LIVRE EN COLÈRE** de Ramadier et Bourgeau, Ed. Ecole des loisirs. Que faire quand on est très fâché ?

et aussi!

JARDIN À NANTES Les poussins au vert

Le succès du Jardin des Plantes à Nantes (site français le plus visité l'été après le Mont Saint-Michel) est lié au lancement, depuis 2011, du Voyage à Nantes, grâce notamment aux histoires de Claude Ponti, avec la connivence des jardiniers qui ont donné naissance à tout un tas de personnages végétaux. L'été dernier le poussin géant s'est fait voler la vedette par une histoire de pots : l'aire de jeux Dépodépo reste ouverte toute l'année : tous à Nantes !

MUSÉE EN LIGNE Le Muz fait le buzz

Unique au monde, le Muz est un musée virtuel qui regroupe plus de 4000 œuvres d'enfants. Sa fonction première est de conserver ces œuvres, de les regarder comme un patrimoine culturel qu'il faut mettre en valeur et partager. Créé notamment par Claude Ponti, cet espace de référence pour les médiathèques et les classes est mis à leur disposition en relai de leurs propres activités. Chaque année, en novembre une vente aux enchères permet de soutenir ce projet en achetant des œuvres d'illustrateurs jeunesse.

► <http://lemuz.org/le-musee/expositions/>

QUE FAIRE
quand on est très fâché.



CYCLE 2**Aquarelles et émotions**

Un album tout en douceur qui met en scène les petites émotions du quotidien. Laisser échapper son cerf-volant, recevoir une carte d'anniversaire, rater son dessin juste à la fin... autant de situations familières, sans commentaires, illustrées par des aquarelles aux teintes sobres : gris, bleus et verts. Et des personnages délicats aux visages neutres, laissant le lecteur y glisser ses propres émotions.

► **LES PETITES ÉMOTIONS**, de Martine Delerm, Ed. Seuil Jeunesse

CYCLE 1**Une déclaration**

Un texte simple et poétique, un parent qui parle à son petit des jours qui se suivent et qui ne se ressemblent pas : des émotions depuis « ce premier jour » à un futur où on s'aimera toujours. Les mains immenses de l'adulte et un petit bonhomme bleu genre picto qui passe de page en page, le coup de pinceau est terriblement expressif et les fonds rouges donnent une belle dynamique. On adore !

► **UN JOUR** d'Elsa Hieramente, Ed. Cépages

**CYCLE 2****Humeur de loup**

Un matin, Virginia s'est réveillée d'une humeur de loup. Que faire pour l'aider à

aller mieux ? C'est la petite sœur qui raconte comment elle reste à ses côtés pour accompagner ce loup qui grogne. La taille des lettres s'adapte à l'intensité des émotions, et les merveilleuses illustrations mêlent réalisme, imagination et implicites. La couleur revient avec les fruits et les fleurs quand le loup s'éloigne... Savourez.

► **VIRGINIA WOLF** de Kyo Maclear, ill. Isabelle Arsenault, Les Éditions de la Pastèque

CYCLES 2 ET 3**Zen**

Au moment de se coucher, on est parfois un brin énervé. Heureusement, on peut apprendre à se calmer, juste en respirant. On peut faire voguer un bateau de papier sur son ventre, souffler sur les nuages gris de ses pensées... Contrôler sa respiration pour agir avec davantage de sérénité : c'est un jeu d'enfant ! Les illustrations, très soignées, et la narration sous forme d'échange mère-fils font de cet album bien plus qu'un manuel de yoga. Allez, en 2018, on respire de mille et une façons.

► **RESPIRE** d'Inès Castel-Branco, Ed. Rue du Monde

interview**Claude Ponti****À QUI PENSEZ-VOUS QUAND VOUS FAITES UN LIVRE ?**

Je travaille pour les enfants. Tous les livres que je fais sont des livres que j'aurais aimé avoir enfant, ou qui auraient plu à ma fille. Je me sers de mon enfance, avec l'idée permanente que les enfants sont en train de se faire : ils sont curieux, ils essaient, recommencent... il est essentiel de préserver ça, de l'exalter. J'ai beaucoup observé les enfants, et puis j'ai aussi été voir du côté des contes, de la mythologie,

des histoires des origines, de Freud et d'autres.

ÊTES-VOUS UN CRÉATEUR D'ÉMOTIONS ?

J'essaie toujours de raconter une histoire au mieux. Il y a un moment magique où je me mets au service de l'histoire. Écrire, ça part de l'intérieur, on ne peut pas intellectualiser. Par contre, quand je vois passer des émotions, je ne me prive pas de les mettre, même la colère, la peur, la mort... Les enfants ont besoin de se

confronter au monde, à l'autre, à l'ailleurs. Une seule fois, il y a longtemps, j'avais fait un livre sur la colère, mais parce que c'est très impressionnant les colères des tout petits.

DANS LA COURSE EN LIVRES*, LES POUSSINS SONT LIBRES ET JOYEUX :

© crédit photo

COMME LES ENFANTS ?

C'est un livre que j'ai consciemment fait avec des niveaux de lecture différents selon l'âge, la maturité. Les personnages sont extrêmement libres, ils courent sans jamais être prisonniers puisqu'il y a une porte : les poussins sont dans un cercle infini mais ils peuvent s'échapper. À la base, il y a l'enfant qui fait comme l'adulte mais en rigolant et à toute vitesse. C'est une forme de bonheur de liberté.

INTERVIEW COMPLÈTE SUR SNIUPP.FR

*La course en livres, de Claude Ponti, Ed. École des loisirs Cycles 1 et 2

Migrants : le gouvernement s'enferme



Deux circulaires suscitent la colère des associations.

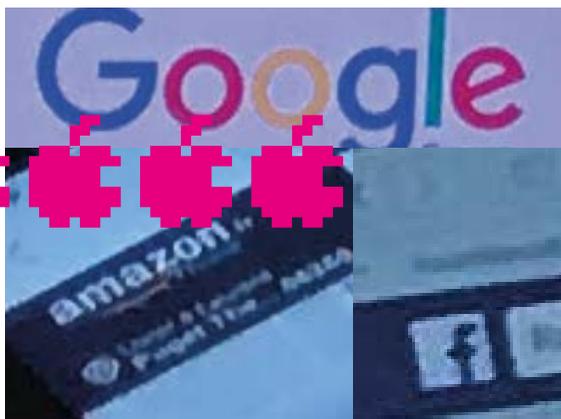
« Tous les étrangers de France ne sont pas des terroristes, ni d'indélicats fraudeurs aux aides sociales. Dire le contraire, c'est jouer avec les peurs ». C'est ainsi que Sonia Krim, députée de la Manche a interpellé le ministre de l'Intérieur le 19 décembre dernier. Ce qui a mis le feu aux poudres, y compris au sein de la majorité macroniste, ce sont deux circulaires adressées aux services de l'État. La première exige des préfets qu'ils augmentent leurs objectifs d'éloignement des personnes déboutées ou qui doivent faire leur demande dans le premier pays européen où elles ont laissé une trace de leur passage. La deuxième permet aux autorités de contrôler, dans les centres d'hébergement d'urgence, la situation administrative des personnes. Deux circulaires jugées illégales par les associations et qui surtout ne prennent pas en compte l'urgence des besoins d'accueil des migrants comme le souligne une tribune de plusieurs édiles de grandes villes parue dans *Le Monde* du 16 décembre dernier.

LES (PREMIERS DE) CORDÉES SOLIDAIRES

« Car accueillir dignement les nouveaux habitants est de nos responsabilités à tous », écrivent les élus, « une obligation éthique et un défi que notre humanité doit relever ». Une solidarité mise en actes par les habitants de la vallée de la Clarée près de Briançon. « Des cordées solidaires » sont organisées pour venir en aide aux migrants qui tentent de passer la frontière au col de l'Échelle en plein hiver. Une initiative de plus qui démontre que le gouvernement a tort de vouloir caresser dans le sens du poil une partie de l'opinion publique déboussolée sur cette question et qu'il ferait mieux de se montrer à la hauteur de ce que l'on peut attendre de la patrie des droits de l'Homme. C'est tout l'enjeu du projet de loi « immigration et asile » qui est prévu pour le mois de mars et qui sera regardé à la loupe par les associations qui ont lancé sous une même bannière le 18 décembre dernier les états généraux des migrations. L.B.

Gaffe aux Gafam !

Gafam, c'est l'acronyme des géants du web, Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft qui dominent le marché du numérique. Sauf à militer pour la déconnexion volontaire ou vivre dans un désert numérique, difficile de se passer des services de ces géants qui envahissent la vie privée et professionnelle de tout un chacun. Une position dominante qui n'est pas sans inquiéter. L'addiction générée par l'usage des smartphones, écrans et réseaux sociaux modifie en effet en profondeur les relations sociales, les apprentissages, l'organisation du travail et des loisirs. Sur le plan économique, la situation quasi-monopolistique de ce « big five » américain assoit un impérialisme nouveau qui lui permet de capter une part importante de la richesse mondiale. Le tas d'or sur lequel sont assis les Gafam, c'est le « big data », l'extraordinaire compilation de données numériques personnelles que ces acteurs accumulent. Celles-ci leur permettent, en cernant au plus près le profil de chaque utilisateur, de développer des nouveaux produits adaptés, des stratégies commerciales pertinentes en s'immisçant à bas bruit dans la vie privée de chacun. On comprend dès lors leur intérêt à investir la sphère éducative et ainsi



LES CINQ FIRMES DU GAFAM disposent d'une capitalisation boursière supérieure à la richesse de la France.

pouvoir ajouter à leur tableau de chasse la collecte des données individuelles des millions d'élèves et personnels des écoles. En mai dernier, un courrier signé par le directeur du numérique pour l'éducation, donnait la possibilité aux établissements scolaires d'utiliser les outils et services des Gafam. La réaction de nombreuses associations et organisations, dont la FSU, a permis de reconsidérer cette décision (*lire ci-contre*). Un exemple qui illustre la nécessité d'organiser un contre-pouvoir citoyen et politique. PHILIPPE MIQUEL

Justice : plus de peine pour les pauvres

« Selon que vous serez puissant ou misérable... » Virginie Gautron, maître de conférence à la faculté de droit à Nantes et Jean-Noël Rétière, sociologue, montrent dans une étude que, pour une même infraction, la sévérité des jugements est accrue pour les populations les moins favorisées, SDF, étrangers, sans emploi ou faibles revenus. À situation pénale équivalente, les personnes privées d'emploi sont 1,8 fois plus présentées en comparution immédiate, les étrangers 4,8 fois plus souvent placés en détention provisoire. Les magistrats ne s'appuient pas sur un a priori par rapport à ces populations pour rendre leur

verdict, mais bien sur des critères pénaux liés à leur situation sociale. Ils craignent qu'ils ne se présentent pas à l'audience ou ne puissent pas financer des stages. A contrario, ils font preuve de discrimination positive pour ceux qui ont un emploi, leur épargnant le risque de désocialisation qu'engendrerait l'emprisonnement. Par ailleurs, les plus pauvres ont moins accès à l'aide d'un avocat ou à la connaissance d'une attitude conforme en salle d'audience. Le constat final est terrible : exclus socialement, les plus faibles ne bénéficient pas d'une clémence égale et restent éloignés de la justice. MATHILDE BLANCHARD

JEAN-PIERRE ARCHAMBAULT

président de l'EPI

Enseignement public
et informatique

1. POURQUOI S'OPPOSER AUX GAFAM DANS L'ÉCOLE ?

Livrer des données scolaires sensibles à des opérateurs privés, c'est s'exposer à ce qu'elles soient utilisées plus tard lors d'entretiens d'embauche par exemple. Aucune raison également d'attenter à la liberté numérique et que l'école et l'éducation rentrent dans la sphère marchande.

2. OÙ EN EST-ON DE LA POLÉMIQUE DE MAI DERNIER ?

À l'époque un courrier émanant de plusieurs organisations s'opposait à ce qui relevait d'une incitation pour les établissements à utiliser les Gafam. Depuis le nouveau ministère a créé une mission sur les données numériques. Nous jugerons sur pièces dans le rapport d'étape.

3. COMMENT AGIR ?

Déjà, héberger les données sur le territoire national ou européen, interdire leur utilisation commerciale et imposer leur anonymisation. Puis, développer des applications pédagogiques utilisant des logiciels libres et élaborer un cloud éducatif sécurisé. Enfin, agir pour que des entreprises puissent développer des clouds souverains.

“Les premières chansons d’*Enfantillages* sont nées à l’école”

QUEL CHEMIN AVEZ-VOUS SUIVI POUR ARRIVER À LA CHANSON JEUNE PUBLIC ?

GUILLAUME ALDEBERT : C’est drôle parce que mon parcours entre en résonance avec l’école. J’ai commencé à écrire des chansons et développer un projet de groupe l’année où j’ai obtenu un poste d’emploi jeune dans une petite école du Doubs, à Naisey-les-Granges. C’était en 1999 et en 2000, je commence les concerts avec un répertoire plutôt adulte. Pendant mes cinq ans de contrat, j’ai concilié les métiers d’animateur dans l’école la semaine et de chanteur le week-end jusqu’au jour où en 2004, j’ai opté pour le statut d’intermittent du spectacle. Comme j’avais déjà dans mon répertoire adulte un certain nombre de chansons sur l’enfance et



© Sylvain Granion

parents. De ce fait, les premiers retours sont un peu timides, on me dit « *ce n’est pas vraiment de la chanson pour enfants* », « *ce n’est pas assez bien ciblé* », etc. Mais l’univers d’*Enfantillages* s’installe progressivement parce que c’est une chan-

son un peu transversale qui parle à toute la famille. Pour écrire, je ne pense pas forcément au public, je suis plutôt dans la peau d’un enfant de sept ans qui aurait le bagage et le vocabulaire d’un adulte. Je parle beaucoup de l’école, de la famille, des

amis et de tout l’imaginaire qui est propre aux enfants. Avec les enfants qui sont beaucoup plus ouverts que les adultes, on a une liberté musicale qui me permet d’aller vers le rock, le hip-hop, les musiques du monde...

AUJOURD’HUI LE SUCCÈS EST AU RENDEZ-VOUS...

G.A. : Je pense que ça s’est fait par le lien direct avec le public. Les premiers spectateurs en ont parlé autour d’eux, ont fait écouter à leurs amis et j’ai eu la chance que ça fasse rapidement boule

de neige. Pourtant, je n’ai jamais été tellement médiatisé même si ça commence à venir maintenant. Ce qui est intéressant dans mes spectacles, c’est la mixité générationnelle. Les enfants viennent avec leurs parents voire même avec leurs grands-parents. Je suis heureux de pouvoir réunir les générations autour de mes chansons au lieu que chacun se cantonne dans sa musique.

ON ÉCOUTE DE PLUS EN PLUS VOS CHANSONS DANS LES CLASSES...

G.A. : Oui même si ça me fait un peu bizarre. J’ai retrouvé un de mes textes dans un livre de grammaire. Et l’école où j’ai travaillé s’appelle maintenant école Aldebert ! Je garde un pied dans l’Éducation nationale parce que finalement je viens de là. Je parle beaucoup de l’école dans mes chansons et je continue à échanger et à travailler avec les enseignants. J’ai animé et j’anime encore quand je peux des ateliers d’écriture avec les élèves de cycles 2 et 3. L’atelier s’appelle « *De la feuille à la scène* » et consiste à faire réaliser par les enfants une véritable production de chanson de la composition jusqu’à l’enregistrement.

BIO

Aldebert, chanteur grand prix SACEM 2017 du répertoire jeune public, remplit les salles dans tout l’Hexagone. Il fêtera en novembre prochain les 10 ans d’*Enfantillages*, sa collection de CD pour enfants. Le volume 3 (éd. Warner Music) sorti en septembre dernier est déjà disque d’or.

QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR LE FONCTIONNEMENT ACTUEL DE L’ÉCOLE ?

G.A. : J’étais un élève plutôt moyen et ne suis pas forcément un bon juge mais je me demande si le système n’est pas un peu rétro par rapport à l’évolution de la société. Le carcan des matières, des notes reste pesant et porteur d’inertie. Je vais prêcher pour ma paroisse en vous disant qu’il faut aller à fond sur le dessin, la musique, le théâtre, l’art en général. Souvent quand je fais mes ateliers en classe, on s’aperçoit que ça révèle chez certains élèves des potentialités qu’ils n’expriment pas dans un cadre plus classique et formel.

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE MIQUEL

“J’ai retrouvé un de mes textes dans un livre de grammaire. Et l’école où j’ai travaillé s’appelle maintenant école Aldebert !”

sans doute aussi du fait d’avoir un pied dans le quotidien enfantin de l’école, je décide en 2008 de réaliser un album de chansons pour enfants. Les premières chansons d’*Enfantillages* sont nées à l’école de Naisey.

QU’AVEZ-VOUS EN TÊTE AU MOMENT OU VOUS COMPOSEZ ?

G.A. : J’ai envie de proposer une écriture de chansons à deux niveaux de lecture. Ne pas infantiliser les jeunes auditeurs ni dans le propos musical, ni dans le texte et aussi pouvoir intégrer l’écoute des

À la CASDEN, le collectif est notre moteur !

À la CASDEN, la mise en commun de l'épargne de tous permet à chacun de réaliser son projet aux meilleures conditions. Un modèle bancaire unique qui rassemble déjà plus d'1,5 million de Sociétaires...

Fonctionnaires, cette offre vous est réservée !



L'offre CASDEN est disponible dans les Délégations Départementales CASDEN et les agences Banques Populaires.

Rendez-vous également sur casden.fr

Suivez-nous sur [f](#) [t](#) [in](#) [v](#)

casden



BANQUE POPULAIRE

CASDEN, la banque coopérative de toute la Fonction publique

**COMME STÉPHANE,
AGENT DU SERVICE PUBLIC,
VENEZ DÉCOUVRIR
NOS SOLUTIONS
D'ASSURANCE AUTO.**

**2 MOIS
OFFERTS***

SUR VOTRE ASSURANCE AUTO

DU 1^{ER} JANVIER AU 28 FÉVRIER 2018

**GMF 1^{ER} ASSUREUR
DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC**



ASSURÉMENT HUMAIN

Appelez le 0 970 809 809 (numéro non surtaxé)
Connectez-vous sur www.gmf.fr

*2 mois de cotisation offerts la 1^{re} année pour toute souscription entre le 1^{er} janvier et le 28 février 2018 d'un contrat AUTO PASS. Non cumulable avec toute offre promotionnelle en cours. Selon une étude Kantar TNS de mars 2017.

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances - 775 691 140 R.C.S. Nanterre - APE 6512Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret et sa filiale GMF ASSURANCES. Adresse postale : 45930 Orléans Cedex 9.

